

4.6

Accusé de réception de la préfecture : 059-225900018-20221212-314188-DE-1-1

Date de réception en préfecture le 19 décembre 2022

Affiché le 19 décembre 2022

**REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 12 DÉCEMBRE 2022
SEANCE DU 12 DÉCEMBRE 2022**

Suite à la convocation en date du 28 novembre 2022

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL

Réuni à Lille, sous la présidence de Christian POIRET, Président du Conseil Départemental

Nombre de membres en exercices : 82

Étaient présents : Salim ACHIBA, Martine ARLABOSSE, Barbara BAILLEUL, Bernard BAUDOUX, Charles BEAUCHAMP, Doriane BECUE, Valentin BELLEVAL, Pierre-Michel BERNARD, Stéphanie BOCQUET, Anne-Sophie BOISSEAUX, François-Xavier CADART, Olivier CAREMELLE, Yannick CAREMELLE, Loïc CATHELAIN, Régis CAUCHE, Paul CHRISTOPHE, Sylvie CLERC, Barbara COEVOET, Valérie CONSEIL, Sylvie DELRUE, Agnès DENYS, Jean-Luc DETAVERNIER, Carole DEVOS, Stéphane DIEUSAERT, Monique EVRARD, Marie-Laurence FAUCHILLE, Michelle GREAUME, Maël GUIZIOU, Mickaël HIRAUX, Jacques HOUSSIN, Simon JAMELIN, Sylvie LABADENS, Nicolas LEBLANC, Michel LEFEBVRE, Sébastien LEPRETRE, Maryline LUCAS, Françoise MARTIN, Elisabeth MASSE, Anne MIKOLAJCZAK, Luc MONNET, Laurent PERIN, Max-André PICK, Michel PLOUY, Christian POIRET, Marie-Hélène QUATREBOEUF, Bertrand RINGOT, Marie-Paule ROUSSELLE, Caroline SANCHEZ, Céline SCAVENNEC, Frédérique SEELS, Sébastien SEGUIN, Marie TONNERRE-DESMET, Patrick VALOIS, Jean-Noël VERFAILLIE, Philippe WAYMEL, Karima ZOUGGAGH.

Absent(e)(s) représenté(e)(s) : Frédéric BRICOUT donne pouvoir à Anne-Sophie BOISSEAUX, Marie CIETERS donne pouvoir à Caroline SANCHEZ, Laurent DEGALLAIX donne pouvoir à Jean-Noël VERFAILLIE, Béatrice DESCAMPS-MARQUILLY donne pouvoir à Martine ARLABOSSE, Isabelle FERNANDEZ donne pouvoir à Bertrand RINGOT, Vincent LEDOUX donne pouvoir à Salim ACHIBA, Valérie LETARD donne pouvoir à Barbara COEVOET, Nicolas SIEGLER donne pouvoir à Sylvie LABADENS, Aude VAN CAUWENBERGE donne pouvoir à Sébastien SEGUIN, Anne VANPEENE donne pouvoir à Monique EVRARD, Isabelle ZAWIEJA-DENIZON donne pouvoir à Michel LEFEBVRE.

Absent(e)(s) excusé(e)(s) : Grégory BARTHOLOMEUS, Josyane BRIDOUX, Benjamin CAILLIET, Christine DECODTS, Jean-Claude DULIEU, Marie SANDRA.

Absent(e)(s) : Marie CHAMPAULT, Isabelle CHOAIN, Frédéric DELANNOY, Claudine DEROEUX, Soraya FAHEM, Julien GOKEL, Didier MANIER, Charlotte PARMENTIER-LECOCQ, Eric RENAUD.

OBJET : Politique de l'Habitat et du Logement : adoption de la convention de partenariat entre le Département du Nord et Partenord Habitat 2023 - 2028

Vu le rapport DTT/2022/457

Vu l'avis en date du 5 décembre 2022 de la Commission Infrastructures, mobilités, aménagement du

territoire, logement, habitat, développement économique, partenariats institutionnels, relations internationales et européennes

DECIDE à l'unanimité:

- d'approuver la convention 2023-2028, entre le Département du Nord et Partenord Habitat selon le projet ci-joint (annexe 1) ;
 - d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tous les actes afférents.
-

Le quorum a été vérifié à l'appel de l'affaire à 17 h 49.

Monsieur VERFAILLIE est Président de Partenord Habitat. Mesdames ARLABOSSE, BECUE et SANCHEZ, ainsi que Monsieur BEAUCHAMP sont membres du conseil d'administration de Partenord Habitat. En raison de ces fonctions, ils ne peuvent ni prendre part au délibéré et au vote ni être comptés dans le quorum. Ils n'assistent pas à cette partie de la réunion.

Mesdames CIETERS et DESCAMPS-MARQUILLY, ainsi que Monsieur DEGALLAIX avaient donné pouvoir respectivement à Mesdames SANCHEZ, ARLABOSSE et Monsieur VERFAILLIE. Ces derniers ne pouvant prendre part au délibéré et au vote, il n'est pas tenu compte de ces pouvoirs pour cette affaire.

Monsieur SIEGLER (membre du conseil d'administration de Partenord Habitat) avait donné pouvoir à Madame LABADENS. Il ne peut prendre part au délibéré et au vote même par procuration. Il n'est donc pas tenu compte de ce pouvoir pour cette affaire.

50 Conseillers départementaux étaient donc présents en séance. Ils étaient porteurs de 7 pouvoirs.

Ils ont été rejoints pendant la discussion par Monsieur PLOUY.

Monsieur WAYMEL, présent à l'appel de l'affaire, avait quitté définitivement la séance préalablement au vote et avait donné pouvoir à Monsieur VALOIS.

Madame ROUSSELLE et Monsieur DETAVERNIER, présents à l'appel de l'affaire, avaient quitté momentanément la salle préalablement au vote.

Vote intervenu à 18 h 00.

Au moment du vote, 48 Conseillers départementaux étaient présents.

Nombre de procurations : 8

Absents sans procuration : 21

N'ont pas pris part au vote : 5 (en raison de la prévention des conflits d'intérêts)

Ont pris part au vote : 56 (y compris les votants par procuration)

Résultat du vote :

Abstention : 0

Total des suffrages exprimés : 56

Majorité des suffrages exprimés : 29

Pour : 56 (Groupe Union Pour le Nord ; Groupe Socialiste, Républicain et Citoyen ; Groupe Communiste et Républicain : pour l'Humain d'Abord ! ; Groupe Ecologiste Europe Ecologie Les Verts Génération.s ; Madame BAILLEUL, non-inscrite)

Contre : 0

Signé électroniquement



Pour le Président du Conseil Départemental
et par délégation,
Le Directeur Adjoint des Affaires Juridiques
et de l'Achat Public,

Régis RICHARD



Convention de partenariat

entre le Département du Nord et Partenord Habitat

2023 – 2028

approuvée par le Conseil départemental du 12 décembre 2022

Entre :

Le Département du Nord, représenté par son Président, Monsieur Christian POIRET,

Et

L'Office Public de l'Habitat Partenord Habitat, représenté par son Président, Monsieur Jean-Noël VERFAILLIE,

Vu le Schéma départemental unique des solidarités humaines 2018-2022 du 12 février 2018 « contribuer pour agir ensemble »,

Vu la délibération du Conseil départemental du Nord du 18 novembre 2019 validant la stratégie ambitieuse de transition écologique et solidaire « Nord durable »,

Vu la délibération du Conseil départemental du Nord du 18 novembre 2019 portant validation du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées,

Vu la délibération du Conseil départemental du Nord du 28 septembre 2020, validant la déclinaison opérationnelle de la délibération-cadre et le plan d'actions Nord durable,

Vu la délibération du 28 septembre 2020 relative à l'accompagnement des jeunes majeurs de l'Aide Sociale à l'Enfance,

Vu la délibération du Conseil départemental du Nord du 17 mai 2021, portant validation du Plan Départemental de l'Habitat du Nord,

Vu la convention d'utilité sociale 2019-2025 de Partenord Habitat signée le 31 décembre 2019,

Vu la délibération du Conseil départemental du Nord du 12 décembre 2022 autorisant la signature de la convention de partenariat 2023-2028 avec Partenord Habitat.

Plan de la convention :

Préambule

Axe 1 – Développer l'offre de logements et leur qualité

- 1.1 – Soutenir la production neuve
- 1.2 – Soutenir la production de logement en acquis-amélioré
- 1.3 – Soutenir des opérations ambitieuses de production de logements par des requalifications de friches
- 1.4 – Soutenir les opérations ambitieuses de production de logements concernées par des restructurations lourdes hors ANRU
- 1.5 – Soutenir les opérations destinées aux publics cibles du Département
- 1.6 – Apporter sa garantie aux emprunts
- 1.7 – Engagements du Département du Nord

Axe 2 – Des logements adaptés aux publics fragiles en appui des solidarités humaines

- 2.1 – Favoriser l'accès au logement des jeunes
- 2.2 – Participer au développement de l'accueil familial en protection de l'enfance
- 2.3 – Privilégier la vie à domicile en faisant du logement et de l'habitat des leviers pour l'autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap
- 2.4 – Renforcer le partenariat dans la lutte contre les violences intra familiales

Axe 3 – Mise en œuvre et suivi du partenariat

- 3.1 – Durée de la convention et clause de revoyure
- 3.2 – Gouvernance
- 3.3 – Modalités de calcul et de versement de la participation financière du Département
- 3.4 – Vente de logements
- 3.5 – Autres modalités de mise en œuvre du partenariat

Annexes

Préambule :

Le Nord s'inscrit comme une terre de tradition et d'innovation dans le monde du logement social.

Le Département du Nord s'est pleinement investi dans ce domaine en créant dès 1920 l'Office départemental, aujourd'hui Partenord Habitat, outil privilégié de la politique départementale de l'habitat et du logement social, premier office public du Nord, deuxième organisme de logement social des Hauts-de-France, avec un patrimoine de 53 178 logements et équivalents logements.

Aujourd'hui comme hier, les enjeux en matière de logement sont prégnants. C'est pourquoi, le Département du Nord a choisi de conforter ses interventions pour la mise en œuvre d'une politique départementale ambitieuse et volontariste.

Cette ambition se décline dans les documents d'orientations stratégiques que sont le Plan Départemental de l'Habitat (PDH) 2021-2027, le Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisée (PDALHPD) 2019-2024 et les schémas départementaux (enfance jeunesse familles, organisation sociale et médico-sociale, accueil des gens du voyage).

L'action départementale répond à une dynamique de soutien à l'aménagement durable des territoires et au soutien aux ménages Nordistes en situation de fragilité.

La convention de partenariat 2023-2028, entre le Département du Nord et l'Office public qui lui est rattaché, reprend ces orientations et s'inscrit comme un outil majeur pour apporter un logement de qualité aux ménages qui ont des difficultés à accéder aux logements du secteur privé. C'est également un moyen de soutenir l'activité économique du Nord, l'emploi et l'insertion professionnelle des allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA).

Dans le cadre de cette convention renouvelée, le Département du Nord et l'Office public départemental s'engagent résolument et de manière exemplaire en soutien des territoires et des nordistes.

Composition du parc social

Le département du Nord compte 271 808 logements locatifs sociaux en 2020, soit 21 % des résidences principales. Le nombre de logements sociaux se situe au 1^{er} rang avant Paris et la Seine-Saint-Denis.

| | Nord | Hauts-de-France | France |
|-----------------------------------|---------|-----------------|-----------|
| Logements locatifs sociaux | 271 808 | 589 035 | 5 301 716 |

Une vacance totale très faible avec 1,28 % des logements vacants parmi les logements proposés à la location dans le Nord (hors logements vides pour raison technique).

Composition du parc de Partenord Habitat

Le patrimoine de Partenord Habitat se compose de 53 178 logements dont 50 575 logements locatifs sociaux répartis dans 320 communes des départements du Nord et de l'Aisne. La part de logement locatif est de 51 243 dans le Nord et de 5 009 dans l'Aisne. 71 % des logements sont en collectif et 39,10 % sont situés en quartiers prioritaires de la politique de la ville. 2 189 logements sont des produits spécifiques (résidence autonomie, foyer d'accueil médicalisé...).

111 873 personnes sont logées dans le parc de Partenord Habitat dont 52,51% reçoivent des aides au logement et 27,72 % ont plus de 65 ans. Le nombre d'attributions de logement annuelles s'élève en moyenne à 4 500 logements.

| | | Parc de Partenord Habitat |
|--------------------------------|------------------------------|---------------------------|
| Financement | PLAI | 2 303 |
| | PLUS | 46 686 |
| | PLS | 1 213 |
| | Divers | 1 041 |
| Période de construction | Avant 1948 | 1 327 |
| | De 1948 à 1979 | 30 607 |
| | De 1980 à 1999 | 10 881 |
| | Depuis 2000 | 7 760 |
| Typologie | Type 1, type 1 bis et type 2 | 10 612 |
| | Type 3 | 18 280 |
| | Type 4 | 16 517 |
| | Type 5 et plus | 5 834 |
| Individuels/ collectifs | Individuels | 14 932 |
| | Collectifs | 36 311 |

(Source : Rapport d'activité Partenord Habitat 2021)

Caractéristiques de la demande de logement sur le département du Nord

101 108 demandes en cours au 31 décembre 2021 dont 59 542 demandes hors mutations.

La taille moyenne des ménages est de 2,3 personnes, 41 % sont célibataires et 32 % en couple.

Une tension locative de l'ordre de 4,4 demandes pour une attribution, contre 5 en moyenne nationale.

70,24 % des demandeurs ont des ressources inférieures aux plafonds de ressources d'accès au Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). 45 % des demandeurs recherchent un logement de type 1 ou de type 2.

(Source : SNE 2021)

Enjeux et besoins sur le parc social

L'offre locative sociale est insuffisamment adaptée aux besoins des ménages nordistes en termes de typologie. Le nombre de petites typologies disponible ne permet pas de répondre à la demande : l'offre de type 2 et de type 1 (22 % en moyenne départementale) est inférieure à la demande (35 % en moyenne départementale). Sur le parc de Partenord Habitat, la part en type 1, type 1 Bis et type 2 est de 10 612 logements soit 21 % du parc.

55 000 logements sociaux sont à rénover dans le Nord d'ici 2034 dans le cadre de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets. Cette loi impose la rénovation thermique des logements en étiquette énergétique G en 2025, en F en 2028 et E en 2034.

Le vieillissement de la population impose de développer les produits adaptés à la perte d'autonomie et au handicap. Alors qu'elle représentait 20,6 % en 2013, la population nordiste âgée de plus de 60 ans s'établira à 24,2 %.

Des situations de précarité invitent à favoriser les logements financés très social (PLAI) et avec accompagnement spécifique (PLAI-Adapté). Près de 67 % des demandeurs de logements sociaux sur le département ont des ressources inférieures au plafond PLAI. En 2021, 5 PLAI-adaptés ont été financés alors que l'objectif de l'Etat s'élève à 150 logements annuels.

Axe 1 : Développer l'offre de logements et leur qualité

Le Plan Départemental de l'Habitat (PDH) 2021-2027 a mis en exergue la faiblesse de la production de logements dans le Nord qui ne permet pas de développer une offre intermédiaire, qualitative et diversifiée.

Cette difficulté de production s'explique notamment par le prix du foncier élevé par rapport au prix de vente et du fait des budgets limités de nombreux ménages.

La diversité des besoins et des demandes présente des dynamiques différenciées sur les territoires. Certains territoires sont peu, voire pas couverts par des stratégies locales de l'habitat, principalement dans les secteurs ruraux. D'autres sont plus urbanisés et doivent relever le défi de la politique de la ville en soutien des ménages en situation de fragilité et en favorisant un parc de qualité, économe en énergie.

Le parc locatif social dans le Nord est important en volume, mais il ne correspond que partiellement aux besoins de certains ménages modestes en recherche de petites typologies. Il est insuffisamment diversifié et adapté aux situations des personnes en perte d'autonomie ou de handicap.

Le parc social est également concerné par des enjeux de remise à niveau, avec la rénovation thermique de plus de 55 000 logements sociaux dans le Nord entre 2025 et 2034 en application de la loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets.

Face à ces constats, la stratégie départementale de l'habitat déclinée dans le PDH entend soutenir le développement d'une offre de logements qualitative et diversifiée.

En tant que chef de file de la solidarité des territoires, le Département soutient l'offre nouvelle dans une logique d'aménagement et d'équité territoriale. Les territoires des communes en zonage accession B2 et C, en zonage locatif 3 ou inscrites dans des programmes de redynamisation des centres-villes sont particulièrement visés.

Au regard des enjeux de sobriété foncière, la production doit être privilégiée au sein du tissu urbain, en remettant sur le marché des logements vacants, en recyclant des terrains en friche ou en réhabilitant des logements dégradés. Engagé dans la stratégie de transition écologique Nord Durable, le Département s'engage à contribuer à des modes de vie durables et à lutter contre le changement climatique. Les aides départementales doivent être alignées avec les objectifs de transition. La rénovation de l'habitat et la maîtrise énergétique des bâtiments doivent être favorisées. Les logements doivent respecter la Réglementation environnementale RE2020.

La réponse aux besoins des publics fragiles doit aussi être renforcée, en lien avec le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD). Il s'agit notamment de l'offre de logements à destination des personnes en perte d'autonomie, mais aussi celle à destination de jeunes et des ménages modestes avec accompagnement social spécifique ainsi que les victimes de violences intrafamiliales.

De nouveaux concepts sur le plan social ou technique peuvent être développés pour répondre aux besoins actuels et à venir des publics cibles, avec Partenord Habitat comme acteur de l'innovation privilégié aux côtés du Département.

1.1 – Soutenir la production neuve

La relance de la production de logements constitue l'une des priorités du PDH, en raison du faible niveau de construction et au regard des besoins existants.

Dans une logique de solidarité et d'équité territoriale, l'action du Département en soutien à la production neuve de Partenord Habitat est principalement orientée vers les territoires ruraux, là où la production est la plus faible.

Le développement de l'offre neuve devra également s'accompagner d'une approche qualitative.

La politique de transition écologique et solidaire Nord durable place la maîtrise énergétique des logements comme une priorité du Département. L'offre nouvelle devra également se situer dans l'enveloppe urbaine des communes afin de ne pas accentuer les phénomènes d'artificialisation des sols.

Plus globalement, les opérations menées en production neuve doivent s'appuyer sur une analyse du marché du logement, de la demande locative, des besoins des publics en situation de fragilité, du soutien à la revitalisation des bourgs-centres ruraux et d'une approche environnementale.

1.1.1 : Critères d'éligibilité géographique

Pour être éligibles, les logements en production neuve doivent être situés dans les communes suivantes :

- En zonage accession B2 et C ;
- Et/ou en zonage locatif 3 ;
- Et/ou inscrites dans le périmètre d'intervention d'Action Cœur de Ville ou de Petites Villes de Demain.

Une priorisation des projets pourrait intervenir selon le taux de tension locative, le taux de pression locative et/ou la part de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales

1.1.2 : Critère environnemental

Chaque opération doit respecter les normes édictées par la Réglementation Environnementale RE2020.

1.1.3 : Critère lié à la mobilisation des fonds propres par Partenord Habitat

Les subventions du Département seront activées à partir du moment où Partenord Habitat mobilise à minima 10% de fonds propres dans le financement de l'opération.

Si ce critère n'est pas respecté, la subvention sera reversée au Département.

1.1.4 : Montant de l'aide forfaitaire par logement

Le Département mobilise une aide forfaitaire par logement en production neuve : elle est plafonnée à 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS et 4 000 € en PLS.

1.2 – Soutenir la production de logements en acquis-amélioré

Les besoins en réhabilitation sont importants pour maintenir la qualité et l'attractivité du parc de logements. L'aide en acquis-amélioré permet de financer le bailleur qui fait l'acquisition d'un patrimoine et qui procède immédiatement à des travaux d'amélioration avant de leur donner un statut social. Elle a pour objectif la rénovation du parc existant et l'amélioration du confort des logements.

La lutte contre la précarité énergétique est une priorité du Département du Nord. Pour le parc privé, il s'appuie sur son dispositif Nord Equipement Habitat Solidarité (NEHS).

Le développement de la production en acquis-amélioré permet également de répondre aux enjeux de sobriété foncière et de reconquête des centres urbains. Dans les territoires tendus, elle permet de répondre à la demande de logements des ménages sans consommer de terres agricoles supplémentaires. Dans les territoires détendus, l'acquisition-amélioration contribue au traitement des problématiques de vacance au sein du parc privé.

Pourtant, la part de logements sociaux acquis-améliorés dans l'offre nouvelle financée dans le Nord demeure relativement faible. Les acquis-améliorés sont des opérations pour lesquelles l'équilibre financier est plus difficile à trouver. Comme en production neuve et selon les mêmes modalités de financement, le Département propose une aide dédiée à l'acquis-amélioré.

1.2.1 : Critères d'éligibilité géographique

Pour être éligibles, les logements en acquis-amélioré doivent être situés dans les communes suivantes :

- En zonage accession B2 et C ;
- Et/ou en zonage locatif 3 ;
- Et/ou inscrites dans le périmètre d'intervention d'Action Cœur de Ville ou de Petites Villes de Demain ;
- Et/ou les communes carencées au titre de l'article 55 de la Loi relative à la solidarité et au renouvellement urbains (SRU).

Une priorisation des projets pourrait intervenir selon le taux de tension locative, le taux de pression locative et/ou la part de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales.

1.2.2 : Critère lié à la mobilisation des fonds propres par Partenord Habitat

Les subventions du Département seront activées à partir du moment où Partenord Habitat mobilise à minima 10% de fonds propres dans le financement de l'opération.

Si ce critère n'est pas respecté, la subvention sera reversée au Département.

1.2.3 : Montant de l'aide forfaitaire par logement

Le Département mobilise une aide forfaitaire au logement en acquis-amélioré : elle est plafonnée à 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS et 4 000 € en PLS.

L'aide départementale est destinée aux opérations d'acquisition-amélioration nécessaires, notamment à la remise sur le marché de logements vacants ou inutilisés.

1.3 – Soutenir des opérations ambitieuses de production de logements par des requalifications de friches

Face aux enjeux environnementaux, la limitation de la consommation d'espaces naturels et agricoles nécessite de privilégier les opérations d'aménagement qui réinvestissent le tissu urbain et ciblent les espaces en friches.

La loi du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets prévoit en ce sens la division par deux du rythme d'artificialisation des sols dans les dix ans à venir pour atteindre la zéro artificialisation nette en 2050. Dans le cadre de sa stratégie Nord durable, le Département a pour objectif de tendre vers la zéro artificialisation nette pour l'ensemble de ses opérations hors voirie à horizon 2040.

Les friches représentent un important gisement foncier pour mener des projets d'aménagement sans accroître l'artificialisation d'espaces naturels.

Le recyclage de friches présente cependant des coûts d'aménagement particulièrement élevés, avec un équilibre financier complexe à établir. Le Département du Nord soutient ces opérations ambitieuses afin de favoriser leur développement.

1.3.1 : Nature des opérations éligibles

Sont considérés comme friche :

- Tout terrain nu, déjà artificialisé et qui a perdu son usage ou son affectation ;
- Tout îlot d'habitat, d'activité ou mixte, bâti et caractérisé par une importante vacance ou à requalifier.

Les simples opérations de démolition-reconstruction ne constituent pas une requalification de friches au sens de la présente convention.

1.3.2 : Critères géographiques

Pour être éligibles, les opérations en production neuve doivent être situées dans les communes suivantes :

- En zonage accession B2 et C ;
- Et/ou en zonage locatif 3 ;
- Et/ou inscrites dans le périmètre d'intervention d'Action Cœur de Ville ou de Petites Villes de Demain.

1.3.3 : Critères environnemental et architectural

Chaque opération doit respecter les normes édictées par la Réglementation Environnementale RE2020.

Les opérations doivent utiliser des matériaux de qualité et durables. Elles doivent également inclure une réflexion sur l'intégration architecturale du projet.

1.3.4 : Montant de l'aide forfaitaire par logement

Le Département verse une aide majorée en production neuve pour les logements issus de requalifications de friches. L'aide forfaitaire par logement est plafonnée à 37 500 € en PLAI, 27 000 € en PLUS et 6 000 € en PLS.

L'aide départementale est destinée aux opérations en production neuve.

1.3.5 : Critère lié à la mobilisation des fonds propres par Partenord Habitat

Les subventions du Département seront activées à partir du moment où Partenord Habitat mobilise à minima 10% de fonds propres dans le financement de l'opération.

Si ce critère n'est pas respecté la subvention sera reversée au Département.

1.4 – Soutenir les opérations ambitieuses de production de logements concernées par des restructurations lourdes hors ANRU

Une partie du parc social ne correspond plus aux besoins des demandeurs. Certains logements présentent aussi une faible performance énergétique et nécessitent des travaux de rénovation thermique pour lutter contre le réchauffement climatique et pour permettre une maîtrise des charges des locataires.

La réalisation de restructurations lourdes de sites présente cependant des coûts d'aménagement particulièrement élevés, avec un équilibre financier complexe à établir. Le Département du Nord soutient ces opérations ambitieuses afin de favoriser leur développement.

1.4.1 : Nature des opérations éligibles

Sont considérées comme restructurations lourdes de site de type renouvellement urbain hors ANRU (Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine) : les opérations d'ensemble avec à la fois une restructuration du bâti (en intégrant la qualité architecturale), une recomposition des typologies et un travail sur les espaces publics.

La démolition-reconstruction est prise en compte s'il s'agit de revoir la trame urbaine et la cohérence du quartier.

1.4.2 : Critères géographiques

Pour être éligibles, les opérations doivent être situées dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) hors financements ANRU.

Les Quartiers de Veille Active sont éligibles à la subvention départementale.

Les QPV en zone ANRU ne sont pas éligibles.

1.4.3 : Critères environnemental et architectural

Chaque opération doit respecter les normes édictées par la Réglementation Environnementale RE2020.

Les opérations doivent utiliser des matériaux de qualité et durables. Elles doivent également inclure une réflexion sur l'intégration architecturale du projet.

1.4.4 : Montant de l'aide forfaitaire par logement

Le Département soutient les opérations concernées par des restructurations lourdes hors ANRU et propose une aide forfaitaire par logement en construction neuve, en réhabilitation et/ou amélioration (y compris démolition-reconstruction sur les restructurations lourdes de site) :

- En production neuve ou en acquis-amélioré : soit 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS et 4 000 € en PLS ;
- En réhabilitation : une subvention simple de 5 000 € par logement (aucune majoration).

1.4.4 : Critère lié à la mobilisation des fonds propres par Partenord Habitat

Les subventions du Département seront activées à partir du moment où Partenord Habitat mobilise à minima 10% de fonds propres dans le financement de l'opération.

Si ce critère n'est pas respecté la subvention sera reversée au Département.

1.5 – Soutenir les opérations destinées aux publics cibles du Département

De nombreux ménages nordistes cumulent à la fois des difficultés sociales et économiques et rencontrent des difficultés à se maintenir dans le logement.

Certains dispositifs d'accompagnement et d'accès au logement demeurent pourtant sous-utilisés.

Le Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI)-Adapté est un logements produit et destiné aux ménages les plus fragiles, avec bas niveau de quittance et la mise en place d'une gestion locative adaptée.

Le nombre de PLAI-Adaptés est très faible sur l'ensemble du territoire départemental, y compris sur la Métropole Européenne de Lille. En 2021, 5 PLAI-Adaptés ont été financés alors que l'objectif de l'Etat s'élève à 150 logements annuels.

Le Département soutient les opérations en PLAI-Adaptés que Partenord Habitat souhaite développer.

1.5.1 : Critère géographique

L'ensemble du territoire départemental est éligible à l'aide départementale en PLAI-Adapté.

1.5.2 : Critère lié à la mobilisation des fonds propres par Partenord Habitat

Les subventions du Département seront activées à partir du moment où Partenord Habitat mobilise à minima 10% de fonds propres dans le financement de l'opération.

Si ce critère n'est pas respecté la subvention sera reversée au Département.

1.5.3 : Montant de l'aide forfaitaire par logement

Le Département mobilise une aide forfaitaire par logement produit en PLAI-Adapté : 33 250 € par logement.

1.6 – Apporter sa garantie aux emprunts

Le Département garantit les emprunts de Partenord Habitat pour le financement des opérations de construction, d'acquisition, d'acquisition-amélioration et de réhabilitation de logements sociaux.

Partenord Habitat transmet au Département, en novembre de l'année N, une programmation de l'ensemble des garanties pour les années N+1 à N+2. Dans ce cadre, il doit fournir un état pluriannuel des besoins détaillés par commune.

Partenord Habitat communique au Département toute modification apportée ultérieurement aux caractéristiques de l'emprunt et à sa destination, toute modification non actée rendant caduque le contrat de garantie.

Une convention de réservation peut être conclue entre le Département du Nord et Partenord Habitat.

1.7 – Engagements du Département du Nord

Le Département s'engage à consacrer une enveloppe annuelle de 4 500 000 € par an, soit 27 000 000 € pour toute la durée de la convention aux différents dispositifs de soutien, hors les garanties d'emprunts. La fongibilité des enveloppes d'autorisation de programme est totale sur toute la durée de convention.

Les subventions du Département pourront être versées à partir du moment où Partenord Habitat mobilise à minima 10% de fonds propres dans le financement de l'opération.

L'enveloppe sera répartie entre les différents types d'aides qui seront non cumulables entre elles, comme suit :

1.1 Soutenir la production neuve

- Aide forfaitaire par logement : 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS, 4 000 € en PLS ;
- Critère environnemental d'éligibilité : haute performance thermique RE2020 exigée ;
- Critères alternatifs d'éligibilité géographique : communes en zonage accession B2 et C et/ou communes en zonage locatif 3 et/ou communes inscrites dans les programmes Action Cœur de Ville ou Petites Villes de Demain.

1.2 Soutenir la production de logement en acquis-amélioré

- Aide forfaitaire par logement : 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS, 4 000 € en PLS ;
- Critères alternatifs d'éligibilité géographique : communes en zonage accession B2 et C et/ou communes en zonage locatif 3 et/ou communes Action Cœur de Ville et Petites Villes de Demain et/ou communes carencées dans le cadre de l'article 55 de la loi SRU.

1.3 Soutenir des opérations ambitieuses de production de logements par des requalifications de friches

- Aide forfaitaire par logement en production neuve : 37 500 € en PLAI, 27 000 € en PLUS, 6 000 € en PLS ;
- Critères alternatifs d'éligibilité géographique : communes en zonage accession B2 et C et/ou communes en zonage locatif 3 et/ou communes inscrites dans les programmes Action Cœur de Ville ou Petites Villes de Demain.

1.4 Soutenir des opérations ambitieuses de production de logements concernées par des restructurations lourdes hors ANRU

- Aide forfaitaire par logement en production neuve et en acquis-amélioré soit 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS, 4 000 € en PLS ;
- Aide forfaitaire par logement en réhabilitation : 5 000 € par logement (subvention simple, pas de majoration) ;
- Critères d'éligibilité géographique : quartiers prioritaires de la politique de la ville hors ANRU et quartiers de veille active.

1.5 Soutenir les opérations destinées aux publics cibles du Département

- Aide forfaitaire par logement en PLAI-Adapté : 33 250 € ;
- Ensemble du territoire départemental éligible.

Les modalités de calcul et de versement de la participation financière du Département est précisé à l'article 3.3.

Axe 2 : Des logements adaptés aux publics fragiles en appui des solidarités humaines

Le parc de logement social doit être adapté aux ressources des Nordistes, à leurs attentes et anticiper leurs besoins à venir.

Il doit permettre de proposer un parcours un parcours résidentiel fluide. De la sortie d'hébergement, au logement dans le parc locatif, jusqu'à l'accession sociale à la propriété, l'ensemble de la chaîne de production du logement doit être pensé pour être en adéquation avec les ressources des habitants.

Une attention prioritaire doit être portée sur la mise à disposition de logements adaptés et accessibles aux ménages en situation de fragilité et en appui des politiques départementales relatives aux solidarités humaines.

Face à des parcours résidentiels bloqués, au recours aux structures collectives, il est nécessaire d'envisager une diversité de solutions pour les différents publics cibles du Département (publics prioritaires du PDALHPD, familles monoparentales, jeunes majeurs, personnes âgées et personnes en situation de handicap, gens du voyage en voie de sédentarisation, etc.) : résidences habitat jeunes, béguinages, foyers logements, habitat participatif, colocations, résidences collectives adaptées, etc.

Tous ces termes renvoient à l'idée de solutions intermédiaires qui doivent être expérimentées par la réalisation de produits innovants et adaptés aux besoins des ménages en situation de fragilité dans une logique de fluidification des parcours résidentiels.

Cette approche devra s'inscrire en lien avec les orientations du PDALHPD, des schémas départementaux correspondants (schéma enfance jeunesse familles, schéma d'organisation sociale et médico-sociale, ...) et des délibérations cadres dédiées du Département.

Pour l'accès au logement de droit commun, Partenord Habitat met en œuvre une politique d'attribution avec une attention aux publics des politiques sociales du Département. Cette action n'est possible que par la mobilisation des dispositifs gérés par le Département tels que le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) hors MEL et les autres dispositifs d'accompagnement. Pour permettre un accès sécurisé et éviter les échecs, les échanges d'informations utiles au relogement entre les services de l'Office départemental et le réseau des Unité territoriale de prévention et d'action sociale (UTPAS) de sa collectivité de rattachement doivent être facilités, afin de mieux articuler les interventions dans l'intérêt des personnes.

Des dispositifs expérimentaux et innovants pourront être partagés. Aussi, Partenord Habitat est aux côtés du Département du Nord dans la mise en œuvre des appels à projets et actions innovantes initiées par la collectivité.

Conformément à ses missions sociales et aux orientations du PDALHPD, intégrant les objectifs des délibérations cadres relatives aux politiques sociales du Conseil départemental du Nord ainsi que du Schéma départemental unique des solidarités humaines 2018-2022, l'action de Partenord Habitat aura vocation à favoriser l'accès au logement des jeunes issus de l'Aide Sociale à l'Enfance et/ou inscrits dans un projet d'insertion, de même qu'à conforter le maintien à domicile et l'autonomie dans le logement.

DONNEES CLES

30,6 % taux de pauvreté des ménages dont le référent fiscal à moins de 30 ans dans le Nord contre 22,7 % pour la France Métropolitaine (*INSEE 2019*)

Le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ)

1 652 aides accordées dans le Département du Nord en 2021 (source / tableau de pilotage interne)

Le Revenu de Solidarité Active (RSA)

108 653 foyers bénéficiaires du RSA (*Source CNAF/MSA mars 2019*)

Le Fonds de Solidarité Logement (FSL)

10 494 aides accordées en 2021

L'Allocation aux adultes handicapés (AAH)

55 626 bénéficiaires en 2019

L'Allocation personnalisée d'autonomie (APA)

32 849 bénéficiaires en 2019

L'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) et la Prestation de compensation du handicap (PCH)

17 361 bénéficiaires en 2019

L'Aide à la Vie Partagée (AVP) : personnes âgées et personnes en situation de handicap ou d'invalidité

119 bénéficiaires en 2021

Les étudiants

189 368 étudiants inscrits pour l'année universitaire 2020-2021 dans l'Académie de Lille (*Source Académie de Lille*)

Les personnes âgées ou en situation de handicap

196 228 personnes ont 75 ans et plus soit 7,5% de la population (*INSEE, 2018*)

+ 33 000 personnes âgées de 75 ans et plus à l'horizon 2025 dans le Nord

27 600 Nordistes en situation de handicap dont 43% ayant moins de 50 ans (File active des ayant droits - *MDPH juin 2022*).

2.1 – Favoriser l'accès au logement des jeunes

Le partenariat pour le relogement des jeunes a pour objectif de lever les freins et de soutenir l'accès au logement autonome des jeunes accompagnés par le Département et qui se trouvent en difficulté pour accéder au parc social, en particulier les jeunes ayant un parcours à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE).

2.1.1 : Le relogement des jeunes majeurs issus de l'Aide Sociale à l'Enfance prêts à accéder à un logement social

Dans le cadre du dispositif départemental « Entrée dans la Vie Adulte » (EVA) ayant fait l'objet d'une délibération le 28 septembre 2020, ces jeunes peuvent bénéficier d'un accompagnement spécifique jusque l'âge de 21 ans.

La politique EVA concerne principalement les jeunes ayant eu un parcours à l'ASE pendant leur minorité, y compris en tant que Mineurs Non Accompagnés (MNA), et permet 3 modalités d'accompagnement distinctes, adaptées en fonction du niveau d'autonomie du jeune :

- Un accompagnement social par les services sociaux du Département (ou par les partenaires du Département à qui l'accompagnement a été dûment délégué), en fonction des besoins du jeune ;
- Un accompagnement éducatif assorti d'une aide financière, d'un montant de 565 € maximum ; ce montant est différencié en fonction du niveau de ressources du jeune et de ses besoins ;
- Un Accueil Provisoire Jeunes Majeurs pour les jeunes vulnérables et/ou plus éloignés de l'autonomie ou les jeunes en attente d'un logement.

Partenord Habitat est identifié en tant que partenaire de la mise en œuvre de cette politique en s'engageant auprès de sa collectivité de rattachement avec des objectifs communs de relogement en faveur des publics jeunes suivants :

- Suffisamment autonomes pour intégrer un logement ;
- En voie d'insertion sociale et professionnelle : avec une perspective de ressources stables à l'issue du parcours et au plus tard aux 21 ans ;
- Bénéficiant de ressources suffisantes pour subvenir au paiement du loyer (salaires, bourses, allocations, etc...).

Le parcours de ces jeunes est sécurisé par l'accompagnement du Département, défini en fonction de leurs besoins, afin de réussir leur première expérience dans le parc social. Par ailleurs, des aides spécifiques au logement (FSL, accompagnement logement, etc...) peuvent être activées selon les besoins du jeune afin de faciliter l'accès et le maintien dans le logement.

L'accompagnement EVA s'arrête au plus tard au 21^{ème} anniversaire (prolongement possible jusqu'à la fin de l'année scolaire pour les jeunes scolarisés). Le droit au retour dans le cadre d'EVA permet à un ancien bénéficiaire de solliciter de nouveau EVA sous réserve d'avoir moins de 21 ans.

Un accompagnement social, en dehors du dispositif EVA, peut être mis en œuvre si besoin, après l'âge de 21 ans.

L'objectif est de reloger 150 jeunes par an de 18 à 21 ans ayant bénéficié d'une mesure ASE durant leur minorité. Cet objectif annuel pourra être révisé dans le cadre de la clause de revoyure.

2.1.2 : Gouvernance en trinôme :

Afin de favoriser une articulation entre les services départementaux de la solidarité qui ont la connaissance des dispositifs de repérage et d'accompagnement du public et les services du siège ou territorialisés de Partenord Habitat, il est acté la **création d'un trinôme**.

Le Département a mis en place, au sein des Directions déléguées en territoire un « binôme logement des jeunes », constitué d'un référent du Pôle territorial Enfance Famille Jeunesse (PEFJ) et du Pôle d'Action Sociale de Proximité (PASP) afin de traiter conjointement toutes les questions relatives au logement des jeunes, y compris le partenariat avec Partenord Habitat.

Ces deux référents du Département forment un trinôme avec le référent de Partenord Habitat. Ils travaillent sur le suivi des candidatures ainsi que des jeunes relogés dans le parc de Partenord Habitat. Le suivi du relogement des jeunes peut être poursuivi jusqu'aux 21 ans. Ces référents ont également pour mission de consolider les chiffres des jeunes relogés trimestriellement. Le référent Partenord doit informer le binôme des relogements effectifs ainsi que toute question relative aux jeunes relogés (état des logements et travaux, impayés de loyer, difficultés éventuelles d'appropriation du logement de la part d'un jeune, loyer moyen, etc...).

Le Pôle Droits et Devoirs des Mineurs non Accompagnés et ses partenaires travaillent avec le chargé de mission logement du PASP pour l'envoi des candidatures et leur suivi.

2.1.3 : Faire levier, via l'accès au logement autonome dans le parc social, sur l'insertion professionnelle des jeunes accompagnés par les coachs emploi et les coachs Initiative pour l'Emploi des Jeunes (IEJ) du Département

Le partenariat a pour objectif de sécuriser les parcours d'insertion professionnelle et d'emploi des jeunes accompagnés par les coachs emploi et les coachs IEJ du Département, par le logement.

Le public concerné est le suivant :

- Jeunes allocataires du Revenu de Solidarité Active (ARSA) jusqu'à leur 35 ans, accompagnés par les coachs emploi du Département ;
- Jeunes accompagnés par les coachs IEJ du Département.

L'objectif est de faire levier, via l'accès au logement autonome dans le parc social, pour favoriser un accès et un maintien durable dans l'emploi. Aussi, les jeunes concernés seront repérés par les coachs du Département et orientés vers Partenord.

Le process sera précisé en 2023 pour identifier les articulations nécessaires entre les coachs en Maison Départementale Insertion et Emploi (MDIE) dédiés aux ARSA âgés de 18 à 35 ans, avec les coachs IEJ, les Chargés de mission logement et les référents Partenord.

Ces jeunes pourront, selon leur situation de logement, émarger au PDALHPD, notamment sur le critère retour à l'emploi. (Rappel des critères d'éligibilité du public en retour à l'emploi : ARSA ou 12 mois d'allocation chômage, locataire du parc privé, reprise d'activité durable soit au minimum un CDD de plus de 6 mois, des difficultés pour se rendre sur le lieu de travail depuis le logement actuel).

Partenord Habitat sera mobilisé en fonction des besoins repérés. Un objectif progressif et chiffré pourra être précisé.

2.1.4 : Le développement d'actions innovantes favorisant l'accès au parc social des jeunes

a) Développement de la préparation à l'entrée dans le logement dès 16 ans

Parallèlement à leur accompagnement dans les domaines de l'insertion sociale et professionnelle assurée par le Département, Partenord pourrait collaborer avec les MECS (*Maison d'Enfants à Caractère Social*), les familles d'accueil ou autres structures et opérateurs relevant de l'ASE pour permettre à davantage de jeunes d'appréhender les modalités d'accès au parc social et l'autonomie quotidienne dans un logement

b) Bail accompagné des logements mis à disposition

Dans le cas de mise à disposition d'un logement pour de l'hébergement ou de la sous location auprès des structures de l'ASE, un bail accompagné pourra être proposé après la majorité pour les jeunes suffisamment autonomes et souhaitant rester dans le logement.

c) La colocation en logement locatif social classique

L'objectif est de proposer des logements en colocation composée de 2 à 3 jeunes.

Afin de compenser le manque de petites typologies, Partenord devrait s'engager à expérimenter la colocation en bail individuel telle que prévue dans la Loi Elan du 23 novembre 2018 (article L 442-8-4 du code de la construction et de l'habitation). Conformément au PDH du Nord 2021-2027, il conviendra de garantir la mixité des profils sur chaque colocation avec l'accueil de jeunes issus de l'ASE et d'autres publics.

2.2.1 : Présentation de l'accueil familial et ses enjeux par rapport au logement

L'assistant familial est une personne qui accueille à son domicile de façon permanente des mineurs et des jeunes majeurs de moins de 21 ans bénéficiant d'une mesure à l'ASE. L'assistant familial constitue avec l'ensemble des personnes résidant à son domicile une famille d'accueil.

Le métier d'assistant familial est réglementé. Il ne peut s'exercer que sur la base d'un agrément délivré par le président du Conseil départemental où le demandeur réside.

L'instruction de la demande d'agrément ou d'extension de l'agrément (étendre sa capacité d'accueil de 1 à 2 ou 3 accueils) est réalisée par le service départemental de la Protection Maternelle et Infantile (PMI). Elle permet de vérifier les aptitudes éducatives de l'assistant familial et de s'assurer que les conditions d'accueil garantissent la sécurité, la santé et l'épanouissement des enfants accueillis.

Il arrive que l'évaluation réalisée par la PMI conclut que les aptitudes éducatives sont tout à fait satisfaisantes mais que les conditions d'accueil du logement ne permettent pas d'accueillir 1, 2 ou 3 enfants : pas de chambre pour le ou les enfants, pas de chambre assez grande pour disposer 2 lits d'enfants permettant de garantir l'intimité de l'enfant etc. L'agrément ne peut donc pas être délivré dans ces situations.

Par ailleurs, les enfants confiés aux assistants familiaux ne sont pas pris en compte dans les demandes de logement ou de relogement de ces derniers. Seuls leurs propres enfants sont pris en considération.

Face à une pénurie d'assistants familiaux et à une pyramide des âges défavorable, le Département du Nord a lancé depuis plusieurs années une campagne de recrutement massive. Dans cet objectif, la question de la taille et l'adéquation du logement des professionnels est donc décisive.

L'enjeu du partenariat avec Partenord est de soutenir la politique de développement de l'accueil familial, en réponse aux besoins de protection des enfants, en levant les freins liés au logement pour les candidats ou professionnels concernés le cas échéant.

2.2.2 : Partenariat proposé

Au regard des besoins d'accueil en protection de l'enfance du Département du Nord, il est proposé un partenariat pour étudier les situations ponctuelles d'assistants familiaux, sollicitant un agrément ou une extension de leur agrément auprès du Département, pour lesquels la situation de logement est un frein à l'octroi de cet agrément ou de cette extension.

Les demandes sont centralisées et étudiées par les services de la Direction Générale Adjointe Clients de Partenord Habitat et le Pôle Accueil Familial de la Direction Enfance Famille Jeunesse du Département.

Deux listes de demandes sont établies :

- Les demandeurs issus du parc de Partenord Habitat dans le cas d'une mutation interne ;
- Les demandeurs non issus du parc Partenord Habitat.

2.3 – Privilégier la vie à domicile en faisant du logement et de l'habitat des leviers pour l'autonomie des personnes âgées (dites PA) ou en situation de handicap (dites PSH)

Etant donné :

- Les axes déployés dans le cadre du Schéma départemental des solidarités humaines 2018-2022 ;
- La politique sociale engagée par le Département ;
- Le programme coordonné de la Conférence des Financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) ;
- Les enjeux d'un déploiement adapté de l'Habitat Inclusif PA et PSH en articulation entre la politique volontariste du Département du Nord initiée dès 2012, et la dynamique de coopération engagée depuis février 2021 au sein de la Conférence des Financeurs de l'habitat inclusif (CFHI) ;

Le Département avec l'ensemble des partenaires, parmi lesquels l'Office public, agit pour :

- Favoriser l'accès et le maintien dans le logement en permettant l'accès aux aides mobilisables, humaines ou techniques ;
- Développer des alternatives à l'habitat intermédiaire PA et PSH en élargissant par l'innovation les possibilités d'un « chez soi » autrement par l'Habitat inclusif et d'autres innovations.

La vie à domicile peut s'appuyer à la fois sur le maintien dans le logement par des adaptations facilitant l'autonomie des personnes et par des solutions d'habitat intermédiaires et innovantes.

Partenord Habitat est mobilisé, dans le temps de la convention, pour participer au développement de solutions innovantes d'habitat inclusif dans le cadre de la stratégie départementale.

La vie à domicile s'appuyant également sur la constitution d'un « environnement bienveillant » pour la personne au-delà du seul logement, l'Office départemental pourra être acteur de toute action de lutte contre l'isolement, en partenariat avec les parties prenantes territoriales et dans le cadre de la stratégie départementale de prévention de la perte d'autonomie.

Le Département autorise, finance et contrôle les établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS) accueillant des personnes âgées (EHPAD, résidences autonomie, accueils de jour) et les adultes handicapés (foyer de vie, foyer d'accueil médicalisé, foyer d'hébergement, foyer logement, résidence service, accueil de jour). Il est garant de la qualité des conditions de vie de ces publics fragiles et de leur pérennisation dans le temps.

Il est également attaché à l'adaptation des accompagnements et des parcours proposés en leur sein, qui suppose une modularité du bâti et des implantations variées sur le territoire.

2.3.1 : Principes et valeurs partagés

- **Favoriser le maintien à domicile**

Dans un contexte de vieillissement de la population, le plus grand nombre d'entrées des résidences de Partenord Habitat doit être rendu accessible aux personnes âgées ou à mobilité réduite. L'adaptation des logements doit être renforcée pour permettre d'améliorer les conditions du maintien à domicile.

- **Lutter contre l'isolement des personnes en perte d'autonomie**

La crise sanitaire et le confinement liés au Covid 19 ont mis en exergue l'isolement des personnes âgées et fragiles. A la demande du ministre des Solidarités et de la Santé, un rapport, rédigé par Jérôme GUEDJ a été rendu en avril 2020 pour identifier les leviers à la main des pouvoirs publics et des acteurs de terrain pour combattre l'isolement des aînés.

En ce sens le Département, appuyé par l'expertise de la Maison Départementale pour les Personnes Handicapées (MDPH), a engagé un travail de coordination avec les partenaires à l'échelle communale pour la mise en œuvre d'une stratégie de veille sociale visant le repérage des personnes fragiles et l'élaboration de réponses complémentaires. Pour exemple, a été mis en place un travail autour de l'identification des personnes à risque sur le registre communal.

Cette même collaboration pourrait être créée entre le département, la MDPH et le bailleur, qui a la possibilité de repérer des situations d'isolement dans son parc et d'informer sur les dispositifs existants.

- **Assurer la qualité de l'habitat, au sein des produits spécifiques, pour les personnes âgées et les personnes en situation de handicap**

Un certain nombre d'établissements et services médico-sociaux accueillant des personnes âgées ou des personnes handicapées occupent des locaux propriété de Partenord Habitat. Une attention doit être prêtée à l'état de vétusté des bâtiments, à leur adaptation, à l'évolution du profil des publics accueillis et à l'utilisation de la provision pour gros renouvellement constituée au fil du temps.

2.3.2 : Les interventions prévues en matière d'établissements spécialisés

- **Partager l'information sur l'offre existante, les besoins et les aides mobilisables en matière de produits spécialisés**

Le Département communique à Partenord Habitat les éléments de diagnostic dont il dispose permettant d'identifier les besoins en produits spécialisés dans les territoires. Le Département favorise la participation de Partenord Habitat aux rencontres organisées au niveau local permettant de cibler les problématiques spécifiques à chaque territoire.

Partenord Habitat partage avec le Département l'information relative aux projets relevant du champ de l'autorisation médico-sociale départementale afin de faciliter l'articulation entre la stratégie patrimoniale de Partenord avec la stratégie du Département et d'améliorer l'évaluation des impacts de ces projets. Il engage, en cas de besoin, avec le Département un partage d'informations sur la stratégie relative aux ESMS accueillant des personnes âgées et aux ESMS accueillant des adultes en situation de handicap relevant de la compétence du Département (foyer de vie, foyer d'accueil médicalisé, foyer d'hébergement, foyer logement, résidence service, accueil de jour), dont l'Office public peut être bailleur. Un point spécifique sera fait chaque année entre la direction de l'Autonomie et Partenord Habitat sur les actions engagées par ce dernier pour mettre le bâti en cohérence avec la réglementation (accessibilité, décret Eco énergie tertiaire du 23 juillet 2019, etc.).

Le Département informe Partenord Habitat des différentes aides mobilisables pour le développement de l'offre spécialisée (appels à projets, subventions...).

Il transmet également, chaque année, à la direction de l'autonomie **un état des lieux de la vétusté des bâtiments et sur l'évolution des redevances facturées annuellement aux ESMS du champ des personnes âgées (EHPAD, Résidences autonomie, accueils de jour), et du handicap (foyer de vie, foyer d'accueil médicalisé, foyer d'hébergement, foyer logement, résidence service, accueil de jour)** afin de permettre au Département d'accompagner et de suivre les ESMS dans la gestion de leurs dépenses patrimoniales. Partenord pourra, notamment, communiquer le Plan Stratégique de Patrimoine spécifique sur ces produits.

Partenord Habitat partage avec le Département l'information relative aux établissements spécialisés afin **d'enrichir la base de données de l'Observatoire Départemental de l'Habitat**, et les portraits territorialisés de l'offre d'accueil, d'accompagnement et de services pour les personnes âgées et personnes en situation de handicap.

2.3.3 Les interventions prévues dans le diffus

- **Partager l'information sur l'offre existante dans le diffus et sur les aides mobilisables pour l'adaptation du logement dans le parc social**

Partenord Habitat partage avec le Département l'information relative aux logements adaptés et/ou « banalisés » afin **d'enrichir la base de données de l'Observatoire Départemental de l'Habitat**, et les portraits territorialisés de l'offre d'accueil, d'accompagnement et de services pour les personnes âgées et personnes en situation de handicap.

- **Partenord Habitat rend compte de l'utilisation de l'exonération de la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties** : les travaux engagés grâce à cette exonération et le volume financier dégagé.

- **Favoriser le maintien à domicile**

Une évaluation exhaustive des besoins peut être réalisée pour tout locataire du parc public dans le cadre d'une demande ou d'un droit ouvert à l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) ou la Prestation de Compensation du handicap (PCH). Si des besoins spécifiques d'adaptation au logement sont identifiés, ils peuvent faire l'objet d'une demande d'expertise par un ergothérapeute de la MDPH pour une prise en charge par le bailleur. Les éventuels besoins en aides techniques pourront faire l'objet d'une prise en charge dans le cadre des prestations APA ou PCH.

Si des besoins d'adaptation du logement sont détectés, des préconisations seront formulées et un appui au financement des Aides Techniques nécessaires pourra être octroyé au locataire.

- **Le recours aux droits des locataires**

Partenord Habitat pourrait repérer des locataires en situation de handicap ou de plus de 60 ans susceptibles d'ouvrir des droits sur la base de diagnostic interne.

Ainsi le Département, en collaboration avec Partenord Habitat, pourra :

- Déployer des actions de communication auprès des publics repérés ;
- Répondre aux besoins individuels des locataires concernés dès lors qu'ils se seront manifestés ;
- Faire intervenir les différents acteurs de son réseau (Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC), Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), Direction de l'Insertion, Caisses de retraite, ...).

Partenord Habitat alors s'engage à mettre à disposition des locaux (salles d'entretien ou salles de réunion/ rencontre) sur site pour faciliter l'accès aux actions proposées.

- **Les actions de prévention de la perte d'autonomie dans le parc social de Partenord Habitat**

Afin de prémunir au mieux la perte d'Autonomie des locataires, des actions collectives de prévention pourront être déployées sur site. Les partenaires du Département tels les Caisses de retraite ou les CLIC pourront disposer de lieux d'accueil afin de pouvoir intervenir auprès des locataires intéressés.

Ces actions collectives de prévention pourront se décliner sur les thématiques suivantes :

- La santé/le bien vieillir (dont nutrition/mémoire/sommeil/activités physiques et atelier équilibre/prévention des chutes/bien être et estime de soi) ;
- L'habitat et cadre de vie (dont la sécurité du domicile) ;
- La sécurité routière ;
- L'accès aux droits ;
- Le lien social ;
- La préparation à la retraite.

2.3.4 : Les interventions prévues en matière d'habitat inclusif

a) Définition de l'habitat inclusif

Les solutions d'habitat inclusif doivent dépasser la seule adaptation bâtie du logement et permettre aux personnes âgées ou en situation de handicap de bénéficier de solutions adaptées à leurs besoins.

L'Habitat inclusif s'inscrit ainsi dans l'existant et pas dans une construction systématique de nouveaux produits. Chaque projet est singulier, il ne s'agit pas de modèles préétablis à reproduire. Aussi l'objectif est de pouvoir capter des logements dans des programmes existants, en proximité de toutes les commodités facilitant ainsi le pouvoir d'agir des personnes, leur autodétermination et leur inclusion.

L'Habitat inclusif est destiné aux personnes âgées ou en situation de handicap qui font le choix à titre de résidence principale d'un mode d'habitation regroupé (de type colocation, logements regroupés dans un même immeuble ou en diffus en restant dans une proximité -échelle du quartier-). Cet habitat peut être constitué dans le parc privé ou social, dans le respect des règles de droit commun, et dans la cadre de projets à taille humaine (de 6 à 12 habitants/locataires).

L'Habitat inclusif se caractérise avant tout par un projet de vie sociale et partagé clef de voûte de ce type d'habitat.

b) Objectifs et perspectives de travaux en commun

- Continuer à développer l'habitat inclusif adapté aux besoins des personnes âgées et personnes en situations handicap ;
- Capitaliser sur les projets HI existants et en cours ;
- Travailler dans le cadre des réhabilitations ou des nouveaux projets de Partenord en lien avec des porteurs de projets, répondant au cadre de la loi Elan, du cahier des charges départemental et des développements nationaux en cours ;
- Approfondir la faisabilité de la mise en œuvre des espaces collectifs dédiés à ces projets.

2.3.5 : Liste des sujets et projets à partager qui pourraient faire l'objet de réflexions spécifiques

Des travaux spécifiques pourront être institués entre Partenord Habitat et le Département autant que de besoin et notamment sur les sujets suivants :

- **Développer et tester des produits innovants**

Le Département et Partenord Habitat travaillent conjointement à la mise en œuvre de nouveaux concepts de domicile, tels que le logement regroupé, adapté, partagé, colocation, diffus, intergénérationnel.

- **Accompagner le locataire en perte d'autonomie dans son parcours domiciliaire**

Le Département et Partenord réfléchissent à une procédure d'accompagnement du locataire en perte d'autonomie lorsque ce dernier sort ou entre dans le parc locatif ou déménage dans le même parc afin d'entrer en logement mieux adapté à son projet de vie.

- **S'appuyer sur des éléments de diagnostic ciblés**

Le Département pourra éclairer et appuyer Partenord Habitat quant aux éléments de diagnostic qui seront nécessaires aux déploiement des actions précitées.

2.4.1 : Les interventions du Département dans la lutte contre les violences intra familiales

La lutte contre les violences intra familiales est une priorité du Conseil Départemental. Complémentaires aux actions menées par l'État dans ce domaine, les actions du département sont liées aux compétences départementales en protection de l'enfance et lutte contre les exclusions.

La question du logement est souvent centrale pour les victimes et peut constituer un frein à l'émancipation à celles-ci en maintenant la dépendance à l'égard de l'auteur. Selon les situations, l'éviction du conjoint violent ou le relogement des victimes (adulte et enfant(s)) constituent des aides essentielles.

Le Département intensifie sa lutte contre les violences intrafamiliales en adoptant, en 2022, 4 mesures concrètes : le soutien à la création de postes d'Intervenants Sociaux en Commissariat et Gendarmeries (ISCG), l'établissement d'une convention de partenariat avec le Service départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), la réalisation d'actions de prévention, le soutien d'actions innovantes sur le territoire et l'ouverture de maisons d'auteurs de violences.

- **Augmenter le nombre d'intervenants sociaux dans les gendarmeries et les commissariats**

Formés à ce type de violence, les intervenants sociaux reçoivent les victimes et les accompagnent tout au long de leur parcours. Le Département cofinance actuellement 12 postes et souhaite atteindre 18 postes à l'échelle du Nord, soit 3 professionnels par arrondissement judiciaire.

- **Mettre en place une convention avec les sapeurs-pompiers du Nord**

Une convention avec les équipes du SDIS du Nord est prévue. Les sapeurs-pompiers se retrouvent régulièrement face à des situations préoccupantes lors de leurs interventions. Dans chaque arrondissement du département, un référent fera le lien et travaillera avec les services départementaux lorsqu'une situation sera identifiée. Pour cela, le SDIS a formé les sapeurs-pompiers et a produit un guide sur les violences intra familiales.

- **Multiplier les actions de prévention**

Le Département du Nord met à disposition dans ses lieux d'accueil un violentomètre. Il s'agit d'un outil simple et utile qui permet de savoir ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas dans le couple et qui mesure la violence.

La prévention passera également par le soutien à Car'ado, un dispositif prenant la forme d'une caravane itinérante imaginé par le groupement de gendarmerie départementale du Nord. Le dispositif permet de lutter contre les violences intrafamiliales mais auprès des jeunes, collégiens et lycéens.

Le partenariat avec Solidarité Femmes Accueil (SOLFA) est renforcé. Cette association accueille, héberge et met en place les accompagnements nécessaires pour les femmes et enfants victimes de violences.

- **Soutenir l'ouverture des maisons d'auteurs**

Pour que les victimes soient en sécurité chez elles, il faut plus de structures qui permettent d'extraire immédiatement les conjoints violents du domicile familial. Ces établissements, qui existent déjà à Lille, Douai et Valenciennes, permettent également de mener un travail de prise de conscience afin d'éviter les récidives.

Psychologues, travailleurs sociaux et contrôleurs judiciaires y assurent un suivi pour leur permettre de prendre du recul sur leurs actes. Le souhait du Département est de soutenir le déploiement de deux maisons d'auteurs par arrondissement judiciaire. En 2022, il soutient le développement de Services d'Investigation Judiciaire, d'Accès au Droit et d'Insertion Sociale (SIJADIS) sur Douai et Valenciennes.

2.4.2 : Les interventions de Partenord Habitat dans la lutte contre les violences intra familiales

Partenord habitat s'inscrit pleinement dans ces orientations en intervenant sur 3 axes :

Convention de partenariat 2023 – 2028 entre le Département du Nord et Partenord Habitat

- **L'attribution directe de logement**

Partenord Habitat est engagé dans la convention Union Régionale pour l'Habitat (URH)/Bailleurs/Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) et mobilise des logements à la demande des associations œuvrant pour le logement des personnes ayant subi des violences conjugales pour reloger les victimes (adultes et enfants). Dans le cadre de cette convention, les associations adressent via la FNSF une fiche avec la situation et les besoins de la victime à Partenord Habitat. Partenord Habitat recherche un logement en cohérence avec la demande, puis fait une proposition si un logement adapté en vue d'un passage en Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation de Logements (CALEOL).

Dans le cadre du relogement des publics prioritaires du PDALHPD (contingent préfectoral), Partenord Habitat est attentif aux demandes des victimes de violences intra familiales et mobilise les logements adaptés aux situations.

Compte tenu de l'augmentation continue du volume des demandes des 3 dernières années (2019-2021), avec des variations selon territoires, de l'augmentation des délais moyens d'attribution et de la diminution du pourcentage d'attribution sur 2022, une politique volontariste et proactive est nécessaire.

- **Le partenariat avec des associations pour héberger les femmes victimes de violence**

Des conventions de réservation de logement sont signées avec les associations afin que les familles puissent être mises à l'abri, engager les démarches et reconstruire leur projet de vie.

- **Le partenariat avec la justice pour héberger les conjoints violents dans l'attente du jugement**

Un partenariat a été conclu avec le parquet et une convention a été signée avec le Service de Contrôle Judiciaire et d'Enquête (SCJE) afin de mettre à disposition des logements sur la MEL pour une éviction du conjoint violent dans l'attente de leur jugement avec accompagnement vers une prise de conscience.

Partenord Habitat s'engage à être proactif dans sa démarche partenariale, ainsi que dans sa proposition de logements aux associations accompagnant les victimes et les auteurs de violences conjugales.

L'objectif est de mobiliser 15 logements annuellement pour ces associations sur l'ensemble du département.

La mobilisation de ces logements est conditionnée par la capacité des associations à assurer le loyer et l'accompagnement des victimes ou auteurs.

2.4.3 : Perspectives de développement communes dans la lutte contre les violences intra familiales

Partenord Habitat pourra être sollicité, associé et mobilisé aux côtés des services départementaux pour conduire des expérimentations dans l'accompagnement des victimes et des auteurs de violences conjugales comme détaillé ci-après.

a) Faciliter le départ et lutter contre la précarisation des victimes

- Réduire ou annuler le préavis (critères à définir en partenariat bailleur-département) dans une situation de violences dans le couple dans le respect des réglementations en vigueur ;
- Mettre en place une restitution d'urgence du dépôt de garantie des victimes dans le respect des réglementations en vigueur ;
- Faciliter la mutation en interne des victimes vers un autre logement adapté.

b) Sécuriser l'accès au logement dans les parcours de sortie de violences

- Faciliter l'accès au bail accompagné pour les victimes et les auteurs de violences intra familiales.

c) Limiter la charge administrative des victimes et fluidifier les parcours

- Si la victime choisit de ne pas rester au sein du logement du couple, et que l'auteur est évincé du domicile ou à une mesure d'éloignement de la victime, une attestation de relogement de la victime est nécessaire pour que l'auteur puisse réintégrer ledit logement.
Mettre en place avec l'accord de la victime et en lien avec le parquet et les associations d'accompagnement des auteurs, un envoi d'attestation de relogement de la victime sans préciser son adresse.
- Communiquer autour des différents dispositifs mis en place pour faciliter l'accès au logement auprès des associations spécialisées pour les victimes de violences et les auteurs, ainsi qu'auprès des personnes victimes s'adressant directement à Partenord Habitat.

Axe 3
Mise en œuvre et suivi du partenariat

3.1 – Durée de la convention et clause de revoyure

3.1.1 : Durée de la convention et modalités du soutien financier départemental

La présente convention est conclue pour une durée de six ans, du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2028. Elle peut être modifiée par avenant(s).

3.1.2 : Clause de revoyure

Les parties signataires conviennent de se revoir en 2026 pour réexaminer les engagements prévus les années suivantes en fonction des contraintes financières du Département.

Ces ajustements éventuels feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

3.2 – Gouvernance

3.2.1 : Comité de pilotage annuel

Un comité de pilotage est présidé par le Président du Département ou son représentant et par le Président de Partenord Habitat. Il sera constitué des représentants des services de Partenord Habitat et de ceux du Département du Nord.

Il se réunira au minimum une fois par an, au premier trimestre de chaque année pour présenter les actions engagées dans l'année et faire le point sur les perspectives pour les années suivantes.

Des comités techniques spécifiques composés de représentants des services de Partenord Habitat et de ceux du Département du Nord sont constitués pour le suivi des différents axes, selon les conditions précisées aux points 3.2.2, 3.2.3 et 3.2.4.

Des rencontres entre le Président du Département et le Président de Partenord Habitat sont organisées plusieurs fois par an.

3.2.2 : Gouvernance de l'axe 1

Un comité technique dédié à la mise en œuvre et au suivi de l'axe 1 se réunit au minimum trois fois par an. Il est composé de représentants des services de Partenord Habitat et de ceux du Département du Nord identifiés au lancement de la convention.

Ces réunions visent à préparer le passage des demandes de subventions en Commission permanente ou en Conseil départemental, évaluer l'atteinte des objectifs, le suivi des paiements ou pour avoir une visibilité sur la programmation des projets.

3.2.3 : Gouvernance de l'axe 2

a) Gouvernance dédiée au relogement des jeunes, au partenariat dans l'accueil familial en protection de l'enfance et à la lutte contre les violences intra familiales

Un comité technique dédié à la mise en œuvre et au suivi du partenariat sur le logement des jeunes, l'accueil familial en protection de l'enfance et la lutte contre les violences intra familiales se réunit au minimum deux fois par an. Il est composé de représentants des services de Partenord Habitat et de ceux du Département du Nord identifiés au lancement de la convention.

Pour le relogement des jeunes majeurs, une réunion réunissant les directions territoriales de Partenord Habitat et les directions déléguées en territoire du Département avec les référents du PEFJ et du PASP est organisée au minimum une fois par an.

D'autres rencontres peuvent être envisagées en fonction des besoins identifiés et des sujets à partager.

b) Gouvernance dédiée à l'autonomie

Un comité technique dédié à la mise en œuvre et au suivi du partenariat sur l'autonomie se réunit au minimum deux fois par an. Il est composé de représentants des services de Partenord Habitat et de ceux du Département du Nord identifiés au lancement de la convention. En plus de la Direction de l'Autonomie, la Direction Enfance Famille Jeunesse pourra également y être associée.

Ces réunions visent à partager l'information sur les actions et projets de Partenord Habitat et du Département du Nord en matière d'autonomie et faire le point sur les perspectives de renforcement du partenariat entre directions territoriales.

Des réunions de coordination, d'information et des groupes de travail peuvent également être impulsés y compris en territoire, en lien avec les responsables de l'Autonomie de la MDPH ou du Département identifiés dans les Directions des Territoires, au regard des besoins des parties sur les engagements pris et les actions à déployer selon les besoins détectés par Partenord ou le Département.

D'autres rencontres peuvent être envisagées en fonction des besoins identifiés, sur le montage de projets en commun innovants.

3.2.4 : Gouvernance relative aux garanties d'emprunts

Une réunion annuelle est organisée entre les représentants de Partenord Habitat et la direction des finances du Département.

Cette réunion vise à faire le bilan des garanties sur l'année en cours et présenter le prévisionnel sur les garanties des années N+1, N+2.

Un bilan des garanties d'emprunts sera présenté lors du Comité de pilotage annuel.

Partenord Habitat informe les services du Département de toute modification apportée aux garanties résultant notamment de la vente de logements aux particuliers.

3.3.1 : Convention 2023-2028

Le Département s'engage à soutenir financièrement l'Office public départemental pour la construction et la réhabilitation de logements sociaux sur la période 2023-2028 selon les dispositions de l'article 1.7.

Les procédures qui encadrent la mobilisation des aides financières du Département dans le cadre de cette convention de partenariat seront les suivantes :

- Une programmation annuelle sera établie avant le 31/12 de l'année N pour l'année N+1.
- Les opérations éligibles devront faire l'objet du dépôt d'un dossier complet avant engagement de la subvention départementale en réunion du Conseil départemental ou en Commission permanente. Seuls les dossiers complets à la date limite de dépôt des demandes de subvention seront instruits, selon les modalités précisées en 3.3.3.
- L'engagement de la subvention départementale interviendra dans le cadre de l'autorisation de programme décidée annuellement lors du vote du budget primitif et dans la limite des crédits alloués par type d'intervention.
- La part non engagée de l'autorisation de programme ouverte annuellement pourra être reportée sur l'exercice budgétaire suivant.
- Le versement des aides interviendra en deux temps : un acompte de 50 % à partir du lancement d'un ordre de service ou de la présentation d'un acte notarié jusqu'à la livraison du produit et un solde (50 %).

La fongibilité entre les enveloppes est totale et sur la durée de la convention.

Partenord Habitat s'engage à solliciter les aides du Département dans le respect des dispositions de la convention de partenariat et à mettre en œuvre les actions visant à atteindre les objectifs définis.

Le soutien financier du Département nécessitera le dépôt de dossier de demande de subvention complet et l'examen des demandes en réunion du Conseil départemental ou en Commission permanente, durant la durée de la convention.

Les travaux éligibles à une subvention départementale ne doivent pas faire l'objet d'un commencement d'exécution avant l'accord de subvention du Département, sous peine d'annulation de la subvention.

Une autorisation de commencement anticipé des travaux peut néanmoins être accordée, de manière exceptionnelle et sur demande motivée de Partenord Habitat, auprès du Président du Département du Nord ou de son représentant.

La décision d'attribution de subvention est notifiée par courrier recommandé avec accusé réception.

La durée de validité de l'accord de subvention du Conseil départemental ou de sa Commission permanente est de 48 mois, soit 4 ans maximum à compter de la notification de celle-ci, en courrier recommandé avec accusé réception.

Ainsi, le point de départ des délais est la date de la première présentation de la notification de la subvention par les services postaux, adressée en recommandé avec accusé réception à Partenord Habitat.

Partenord Habitat dispose de 18 mois maximum, soit 1 an et 6 mois, à compter de la notification de la subvention pour commencer les travaux. Le paiement de l'acompte interviendra sur présentation des justificatifs attestant du démarrage des travaux. Les dates prises en compte sont la date de commencement des travaux indiquée sur l'ordre de service ou la date de signature de l'acte notarié.

Si l'opération n'a pas reçu de début d'exécution dans le délai imparti ci-dessus, la subvention sera réputée caduque, sans autre formalité.

Le solde de la subvention devra être demandé dans une durée de 30 mois (soit 2 ans et 6 mois), à compter du démarrage des travaux. Le certificat d'achèvement des travaux permettra de vérifier la date de fin des travaux conformément au délai des 30 mois. La date retenue est la date d'achèvement des travaux indiquée sur le certificat d'achèvement des travaux.

Dans tous les cas, les crédits non soldés dans les 30 mois seront automatiquement annulés.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux opérations bénéficiant d'un accord de report de démarrage ou d'achèvement expressément approuvé par le Département.

Dans tous les cas, les crédits non soldés dans les 4 ans suivant l'attribution de la subvention sont automatiquement annulés, soit une date limite fixée au plus tard au 31 décembre 2032 pour les opérations qui auront bénéficié en 2028, d'un soutien du Département au titre de la convention 2023-2028, et ce, dans le respect des règles de caducités des subventions.

3.3.2 : Suivi des conventions antérieures à 2023

Le Département se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler, à tout moment, auprès de l'organisme, par toute personne désignée à cet effet, le déroulement ou l'effectivité des actions mises en œuvre dans le cadre des précédentes conventions de partenariat, ainsi que tout document comptable et budgétaire.

S'il apparaît que le financement départemental des précédentes conventions n'a pas été, ou ne sera pas utilisé, ou bien qu'il n'a pas été utilisé conformément aux obligations contractuelles ou réglementaires, le Département exigera le remboursement de ladite subvention ou son redéploiement, sur de nouvelles opérations, en cohérence avec les orientations stratégiques de la convention en cours.

Partenord Habitat s'engage à actualiser régulièrement (rythme trimestriel) le tableau de suivi de l'état d'avancement des opérations financées sur les conventions depuis 2006 et à informer le Département en cas d'un abandon d'opération.

3.4 – Vente de logements

Afin de mobiliser les fonds propres nécessaires à l'investissement sur son patrimoine en réhabilitation comme en développement de l'offre nouvelle, Partenord Habitat développe une politique de vente de logements de son parc.

Partenord Habitat doit s'attacher à garder dans son patrimoine les PLAI. Les petites et grandes typologies qui sont les plus rares doivent être également préservées.

3.5 – Autres modalités de mise en œuvre du partenariat

3.5.1 : Engagements de Partenord Habitat

- Assurer les meilleures conditions d'un pilotage et d'un suivi partenarial de l'exécution de la présente convention et, à cette fin, transmettre chaque année aux services du Département du Nord : ses comptes annuels et son bilan d'activité, le plan à 15 ans, le document individuel de situation, une présentation de ses ratios de gestion, une synthèse des objectifs atteints dans le cadre de la convention ;
- Convier un(e) représentant(e) des services du Département aux réunions du comité d'engagement avec les services de l'Office, de la commission d'investissement, du Bureau du Conseil d'Administration et du Conseil d'Administration ;
- Mettre en place et compléter régulièrement les tableaux de bords dédiés (suivi de chaque opération financée dans les précédentes conventions, suivi de la convention en cours : programmation et perspectives, suivi et anticipation des demandes de garanties d'emprunt, suivi du montant des garanties d'emprunts et de l'encours de dette).

3.5.2 : Dénonciation et résiliation

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre partie à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, avec effet à l'expiration d'un délai de trois mois civils francs. En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet.

3.5.3 : Contrôle

Le Département se réserve le droit de contrôler ou de faire contrôler, à tout moment, auprès de l'organisme, par toute personne désignée à cet effet, le déroulement ou l'effectivité de l'action ainsi que tout document comptable et budgétaire.

S'il apparaît, y compris après expiration ou dénonciation de la présente convention, que le financement départemental n'a pas été ou ne sera pas utilisé ou bien qu'il n'a pas été utilisé conformément aux obligations contractuelles ou réglementaires, le Département se réserve la possibilité d'exiger le remboursement de la subvention.

3.5.4 : Evaluation et obligations comptables

L'organisme devra rendre compte de l'action menée à l'issue d'une année d'activité, au regard des objectifs cibles de la convention.

Il fera parvenir au Département les documents permettant son évaluation, notamment :

- Un rapport annuel d'activité quantitatif et qualitatif ;
- Un rapport financier annuel comportant des documents comptables établis, si l'organisme y est soumis, conformément au plan comptable révisé. La présentation retenue permettra d'isoler les financements départementaux et leur affectation. Les documents comptables devront être certifiés par le Commissaire aux Comptes si l'organisme est soumis à l'obligation de certification des comptes ou par le Président de l'organisme s'il n'y est pas soumis, conformément aux dispositions des décrets n° 85-295 du 1^{er} mars 1985 et n° 93-570 du 27 mars 1993.

3.5.5 : Promotion

La participation du Département du Nord à l'action de Partenord Habitat sera mise en valeur par l'organisme, notamment dans ses documents destinés au public et aux bénéficiaires de l'action.

Un protocole de communication assurant la valorisation de l'apport du Département du Nord aux opérations de Partenord Habitat pourra être défini et mis en œuvre.

Il déclinera les procédures permettant d'assurer la promotion réciproque des réalisations exemplaires sur les territoires. Par ailleurs, des opérations spécifiques visant à promouvoir une culture partagée seront organisées durant la durée de la convention.

3.5.6 : Litiges

Le Tribunal Administratif de Lille est compétent pour juger des litiges relatifs à la présente convention.

Fait à Lille, le _____, en deux exemplaires originaux.

Pour le Département du Nord,
Le Président

Pour Partenord Habitat,
Le Président

Monsieur Christian POIRET

Monsieur Jean-Noël VERFAILLIE

Annexes

Annexe 1 – Fiche des aides

Annexe 2 – Détail de la procédure dédiée au relogement des jeunes

Annexe 3 – Critères géographiques d'éligibilité : cartographie

Annexes 4 et 5 – Critères géographiques d'éligibilité : liste des communes et quartiers éligibles.

Annexe 1 – Fiche des aides

- Soutenir la production neuve Fiche 1.1
- Soutenir la production de logement en acquis-amélioré Fiche 1.2
- Soutenir des opérations ambitieuses de production de logements par des requalifications de friches Fiche 1.3
- Soutenir les opérations ambitieuses de production de logements concernées par des restructurations lourdes hors ANRU Fiche 1.4
- Soutenir les opérations destinées aux publics cibles du Département Fiche 1.5

◆ Fiche aide – 1.1 Soutenir la production neuve

| | | | |
|---|---|--|--|
|  | Thématiques PDH axes n°1 et 3 | 1- Produire l'habitat durable et solidaire de demain | 3 – Renforcer les interventions sur le parc existant |
| | Fiche action | Production neuve et innovation | |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la production neuve ; - Favoriser l'innovation (performance énergétique, adaptation à la perte d'autonomie...) | | |
| Bénéficiaire | Partenord Habitat | | |
| Conditions d'attribution de l'aide socle départementale | <ul style="list-style-type: none"> • L'aide en production neuve s'adresse aux opérations de création de logements locatifs sociaux situés dans les communes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - En zonage accession B2 et C ; - Et/ou en zonage locatif 3 ; - Et/ou inscrites dans le périmètre d'intervention d'Action Cœur de Ville ou de Petites Villes de Demain. <p>Une priorisation des projets pourrait intervenir selon le taux de tension locative, le taux de pression locative et/ou la part de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales.</p> • L'aide socle départementale est de 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS € et 4 000 € en PLS par logement et concerne la construction neuve en maîtrise d'ouvrage direct ou l'acquisition en VEFA. • Les opérations financées doivent être inscrites dans le cadre d'une programmation annuelle présentée par Partenord Habitat au Département du Nord. • Les opérations doivent répondre aux enjeux/orientations du PDH et du PDALHPD. • L'opération doit faire l'objet d'une étude des besoins de manière à ce que la modulation des produits et les typologies répondent à la demande locale. • L'opération est réalisée dans les limites de la tâche urbaine de la commune bénéficiaire. • L'opération doit respecter les normes édictées par la Réglementation Environnementale RE2020. • L'aide départementale est complémentaire aux financements de l'Etat ou à ceux d'autres financeurs. Le projet peut bénéficier d'un soutien de la part de la collectivité locale et/ou de l'intercommunalité. Les participations peuvent être directes (subvention) ou indirectes (cession du terrain, aménagements et réseaux, etc.). | | |
| Montant de l'aide départementale | <p>Sur une enveloppe fermée de 4 500 000 € annuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 27 000 € par logement PLAI ; - 18 000 € par logement PLUS ; - 4 000 € par logement PLS. <p>L'aide 1.1 n'est pas cumulable avec les autres aides départementales.</p> <p>Les subventions du Département seront activées à partir du moment où Partenord Habitat mobilise à minima 10% de fonds propres dans le financement de l'opération.</p> | | |
| Composition du dossier pour | Dépôt du dossier complet pour engagement de la | | |

| | |
|--|---|
| engagement de la subvention | subvention : <ul style="list-style-type: none"> • Lettre de demande de subvention du maître d'ouvrage au Département du Nord ; • Fiche descriptive de l'opération : caractéristiques techniques de l'opération, un plan de situation et des visuels, cohérence des produits avec l'étude des besoins, présentation des typologies de logement, des modes de financement (PLAI, PLUS, PLS) et de l'adaptation au maintien à domicile ; • Note de présentation de l'analyse du cycle de vie, liée à la RE2020 ; • Décision de financement (agrément) de l'Etat ou du délégataire ; • Plan de financement détaillé, daté et signé ; • Echancier prévisionnel des demandes d'acompte et de solde de la subvention départementale. |
| Recevabilité du dossier | <ul style="list-style-type: none"> • Le dossier complet sera envoyé au Département du Nord (en format courrier et/ou sous format dématérialisé). • Le dossier sera examiné par les services instructeurs du Département avant engagement en réunion du Conseil départemental ou de la Commission permanente. |
| Modalités de versement de l'aide départementale | <ul style="list-style-type: none"> • 1er acompte : 50 % de l'aide au démarrage des travaux sur présentation de l'ordre de service correspondant, ou de l'acte notarié dans le cadre d'une acquisition en VEFA. • Solde : 50 % de l'aide sur présentation d'un certificat de fin de travaux. |
| Composition du dossier pour paiement de la subvention | Dépôt du dossier complet pour versement de l'acompte ou du solde : <ul style="list-style-type: none"> • Ordre de service ou acte notarié pour le 1er acompte et certificat d'achèvement des travaux pour le solde. • Courrier ou mail de demande de paiement contenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Date de la délibération d'octroi de la subvention ; - Montant global de la subvention ; - Dispositif concerné : aide 1.1 ; - Nombre de logements subventionnés et l'adresse de l'opération ; - Montant sollicité et nature du versement (solde ou acompte). |
| Communication | <ul style="list-style-type: none"> • Le bénéficiaire valorisera le soutien du Département dans toute communication relative aux opérations subventionnées (panneaux de chantier, dossier de presse, etc.) en utilisant le logo et la charte graphique du Département. |

◆ Fiche aide – 1.2 Soutenir la production de logement en acquis-amélioré

| | | | |
|---|---|--|--|
|  | Thématique PDH axes n° 1 et 3 | 1 – Produire l'habitat durable et solidaire de demain | 3 – Renforcer les interventions sur le parc existant |
| | Fiche action | Soutien aux opérations d'acquisition-amélioration | |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> - Développer l'offre nouvelle ; - Améliorer la qualité du parc existant et le confort des logements ; - Lutter contre l'artificialisation des sols ; - Lutter contre la vacance au sein du parc privé. | | |
| Bénéficiaire | Partenord Habitat | | |
| Conditions d'attribution de l'aide départementale | <ul style="list-style-type: none"> • L'aide départementale s'adresse aux opérations d'acquisition-amélioration situées dans les communes : <ul style="list-style-type: none"> - En zonage accession B2 et C ; - Et/ou en zonage locatif 3 ; - Et/ou inscrites dans le périmètre d'intervention d'Action Cœur de Ville ou de Petites Villes de Demain ; - Et/ou carencées au titre de l'article 55 loi SRU. <p>Une priorisation des projets pourrait intervenir selon le taux de tension locative, le taux de pression locative et/ou la part de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'aide socle départementale est de 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS et 4 000 € en PLS par logement et concerne les opérations en acquis-amélioré. • Les opérations financées doivent être inscrites dans le cadre d'une programmation annuelle présentée par Partenord Habitat au Département du Nord. • Les opérations doivent répondre aux enjeux/orientations du PDH et du PDALHPD. • L'aide départementale est complémentaire aux financements de l'Etat ou à ceux d'autres financeurs. Le projet peut bénéficier d'un soutien de la part de la collectivité locale et/ou de l'intercommunalité. Les participations peuvent être directes (subvention) ou indirectes (cession du terrain, aménagements et réseaux, etc.). | | |
| Montant de l'aide départementale | <p>Sur une enveloppe fermée de 4 500 000 € annuelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 27 000 € par logement PLAI ; - 18 000 € par logement PLUS ; - 4 000 € par logement PLS. <p>L'aide 1.2 n'est pas cumulable avec les autres aides départementales. Les subventions du Département seront activées à partir du moment où Partenord Habitat mobilise à minima 10% de fonds propres dans le financement de l'opération.</p> | | |
| Composition du dossier | <p>Dépôt du dossier complet pour engagement de la subvention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lettre de demande de subvention du maître d'ouvrage au Département du Nord. • Fiche descriptive de(s) l'opération(s) mentionnant les caractéristiques techniques, les améliorations apportées au bâti, le gain énergétique, les typologies, les modes de financement (PLAI, PLUS, PLS) et l'adaptation au maintien à domicile. | | |

| | |
|--|---|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Décision de financement (agrément) de l'Etat ou du délégataire. • Plan de financement détaillé, daté et signé. • Echancier prévisionnel des demandes d'acompte et de solde de la subvention départemental |
| Recevabilité du dossier | <p>Le dossier complet sera envoyé au Département du Nord (en format courrier et/ou sous format dématérialisé).</p> <p>Le dossier sera examiné par les services instructeurs du Département avant engagement en réunion du Conseil départemental ou de la Commission permanente.</p> |
| Modalités de versement de l'aide départementale | <ul style="list-style-type: none"> • 1^{er} acompte : 50 % de l'aide au démarrage des travaux sur présentation de l'ordre de service correspondant. • Solde : 50 % de l'aide sur présentation d'un certificat de fin de travaux. |
| Composition du dossier pour paiement de la subvention | <p>Dépôt du dossier complet pour versement de l'acompte ou du solde :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ordre de service pour le 1^{er} acompte et certificat d'achèvement des travaux pour le solde. • Courrier ou mail de demande de paiement contenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Date de la délibération d'octroi de la subvention ; - Montant global de la subvention ; - Dispositif concerné : aide 1.2 - Nombre de logements subventionnés et l'adresse de l'opération ; - Montant sollicité et nature du versement (solde ou acompte). |
| Communication | <ul style="list-style-type: none"> • Le bénéficiaire valorisera le soutien du Département dans toute communication relative aux opérations subventionnées (panneaux de chantier, dossier de presse, etc.) en utilisant le logo et la charte graphique du Département. |

◆ **Fiche aide – 1.3 Soutien des opérations ambitieuses de production de logements par des requalifications de friches**

| | | | |
|---|---|--|--|
|  | Thématiques PDH axes n°1 et 3 | 1 – Produire l'habitat durable et solidaire de demain | 3 – Renforcer les interventions sur le parc existant |
| | Fiche action | Soutien des opérations ambitieuses de production de logements par des requalifications de friches | |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la requalification de friches ; - Lutter contre l'artificialisation des sols ; - Lutter contre la vacance au sein du parc privé. | | |
| Bénéficiaire | Partenord Habitat | | |
| Conditions d'attribution de l'aide départementale | <ul style="list-style-type: none"> • Pour être éligibles, les opérations doivent être situés dans les communes suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - En zonage accession B2 et C ; - Et/ou en zonage locatif 3 ; - Et/ou inscrites dans le périmètre d'intervention d'Action Cœur de Ville ou de Petites Villes de Demain. • L'aide départementale concerne les <u>opérations de requalification de friches</u> : requalifications sur un terrain nu, déjà artificialisé et qui a perdu son usage ou son affectation ; et/ou sur un îlot d'habitat, d'activité ou mixte, bâti et caractérisé par une importante vacance ou à requalifier. <p>Les simples opérations de démolition-reconstruction ne sont pas éligibles au titre des opérations de requalification de friches.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les opérations financées doivent être inscrites dans le cadre d'une programmation annuelle présentée par Partenord Habitat au Département du Nord. • Les opérations doivent répondre aux enjeux/orientations du PDH et du PDALHPD. • L'opération doit respecter les normes édictées par la Réglementation Environnementale RE2020. • L'aide départementale est complémentaire aux financements de l'Etat ou à ceux d'autres financeurs. Le projet peut bénéficier d'un soutien de la part de la collectivité locale et/ou de l'intercommunalité. Les participations peuvent être directes (subvention) ou indirectes (cession du terrain, aménagements et réseaux, etc.). | | |
| Montant de l'aide départementale | <p>En production neuve : forfait par logement de 37 500 € en PLAI, 27 000 € en PLUS, 6 000 € en PLS.</p> <p>Les subventions du Département seront activées à partir du moment où Partenord Habitat mobilise à minima 10% de fonds propres dans le financement de l'opération.</p> | | |
| Composition du dossier | <p>Dépôt du dossier complet pour engagement de la subvention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lettre de demande de subvention du maître d'ouvrage au Département du Nord. • Fiche descriptive de l'opération : caractéristiques techniques de l'opération, un plan de situation et des visuels, cohérence des produits avec l'étude des besoins, typologies des logements et mode de financement (PLAI, PLUS, PLS). • Ajouter un argumentaire détaillé sur une présentation du | | |

| | |
|--|--|
| | <p>projet globale de requalification de la friche avec ses différentes composantes, logements, activités, espaces publics, végétalisation, parti pris architectural, matériaux utilisés.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Note de présentation de l'analyse du cycle de vie dans le cadre de la RE 2020. • Décision de financement (agrément) de l'Etat ou du délégataire. • Plan de financement détaillé, daté et signé. • Echancier prévisionnel des demandes d'acompte et de solde de la subvention départementale. |
| Recevabilité du dossier | <p>Le dossier complet sera envoyé au Département du Nord (en format courrier et/ou sous format dématérialisé). Le dossier sera examiné par les services instructeurs du Département avant engagement en réunion du Conseil départemental ou de la Commission permanente.</p> |
| Modalités de versement de l'aide départementale | <ul style="list-style-type: none"> • 1er acompte : 50 % de l'aide au démarrage des travaux sur présentation de l'ordre de service ou de l'acte notarié correspondant. • Solde : 50 % de l'aide sur présentation d'un certificat de fin de travaux. |
| Composition du dossier pour paiement de la subvention | <p>Dépôt du dossier complet pour versement de l'acompte ou du solde :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ordre de service ou acte notarié pour le 1er acompte et certificat d'achèvement des travaux pour le solde. • Courrier ou mail de demande de paiement contenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Date de la délibération d'octroi de la subvention ; - Montant global de la subvention ; - Dispositif concerné : aide 1.3 - Nombre de logements subventionnés et l'adresse de l'opération ; - Montant sollicité et nature du versement (solde ou acompte). |
| Communication | <ul style="list-style-type: none"> • Le bénéficiaire valorisera le soutien du Département dans toute communication relative aux opérations subventionnées (panneaux de chantier, dossier de presse, etc.) en utilisant le logo et la charte graphique du Département. |

◆ **Fiche aide – 1.4 Soutenir les opérations ambitieuses de production de logements concernées par des restructurations lourdes hors ANRU**

| | | | |
|---|---|---|--|
|  | Thématiques PDH axes n°1 et 3 | 1 – Produire l'habitat durable et solidaire de demain | 3 – Renforcer les interventions sur le parc existant |
| | Fiche action | Soutenir les opérations ambitieuses de production de logements concernées par des restructurations lourdes hors ANRU | |
| Objectifs | <ul style="list-style-type: none"> - Favoriser la réhabilitation d'habitat dégradé et faciliter les opérations de renouvellement urbain hors ANRU ; - Lutter contre l'artificialisation des sols. | | |
| Bénéficiaire | Partenord Habitat | | |
| Conditions d'attribution de l'aide départementale | <ul style="list-style-type: none"> • Pour être éligibles, les opérations doivent être situés en QPV hors financements ANRU et/ou en QVA. <p>Est notamment considéré en QPV hors ANRU : tout QPV dont le périmètre n'est pas visé (en totalité ou en partie) par le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) et/ou le Programme National de Rénovation Urbaine (PNRU) et/ou le et/ou Programme National de Requalification des Quartiers Anciens Dégradés (PNRQAD).</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'aide départementale concerne la production neuve, l'acquisition-amélioration et la réhabilitation/amélioration pour <u>les restructurations lourdes de site</u> : les opérations d'ensemble avec à la fois restructuration du bâti (en intégrant la qualité architecturale) recomposition des typologies et travail sur les espaces publics. <p>La démolition-reconstruction est prise en compte au titre des restructurations lourdes de site s'il s'agit de revoir la trame urbaine, les espaces publics et la cohérence du quartier.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les opérations financées doivent être inscrites dans le cadre d'une programmation annuelle présentée par Partenord Habitat au Département du Nord. • Les opérations doivent répondre aux enjeux/orientations du PDH et du PDALHPD. • L'opération doit respecter les normes édictées par la Réglementation Environnementale RE2020. • L'aide départementale est complémentaire aux financements de l'Etat ou à ceux d'autres financeurs. Le projet peut bénéficier d'un soutien de la part de la collectivité locale et/ou de l'intercommunalité. Les participations peuvent être directes (subvention) ou indirectes (cession du terrain, aménagements et réseaux, etc.). | | |
| Montant de l'aide départementale | <ul style="list-style-type: none"> • <u>En production neuve</u> : forfait par logement de 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS, 4 000 € en PLS ; • <u>En acquis-amélioré</u> : forfait par logement de 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS, 4 000 € en PLS ; • <u>En réhabilitation</u> : 5000 € par logement (subvention simple, pas de bonification). <p>Les subventions du Département seront activées à partir du moment où Partenord Habitat mobilise à minima 10% de fonds propres dans le financement de l'opération.</p> | | |

| | |
|--|---|
| Composition du dossier | <p>Dépôt du dossier complet pour engagement de la subvention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lettre de demande de subvention du maître d'ouvrage au Département du Nord. • Fiche descriptive de l'opération : présentation du QPV et des enjeux, caractéristiques techniques de l'opération, un plan de situation et des visuels, cohérence des produits avec l'étude des besoins, typologies des logements et mode de financement (PLAI, PLUS, PLS). • Ajouter un argumentaire détaillé sur une présentation du projet globale, avec ses différentes composantes, logements, activités, espaces publics, végétalisation, parti pris architecturale, matériaux utilisés. • Note de présentation de l'analyse du cycle de vie dans le cadre de la RE 2020. • Décision de financement (agrément) de l'Etat ou du délégataire. • Plan de financement détaillé, daté et signé. • Echancier prévisionnel des demandes d'acompte et de solde de la subvention départementale. |
| Recevabilité du dossier | <p>Le dossier complet sera envoyé au Département du Nord (en format courrier et/ou sous format dématérialisé). Le dossier sera examiné par les services instructeurs du Département avant engagement en réunion du Conseil départemental ou de la Commission permanente.</p> |
| Modalités de versement de l'aide départementale | <ul style="list-style-type: none"> • 1er acompte : 50 % de l'aide au démarrage des travaux sur présentation de l'ordre de service ou de l'acte notarié correspondant. • Solde : 50 % de l'aide sur présentation d'un certificat de fin de travaux. |
| Composition du dossier pour paiement de la subvention | <p>Dépôt du dossier complet pour versement de l'acompte ou du solde :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ordre de service ou acte notarié pour le 1er acompte et certificat d'achèvement des travaux pour le solde. • Courrier ou mail de demande de paiement contenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Date de la délibération d'octroi de la subvention ; - Montant global de la subvention ; - Dispositif concerné : aide 1.4 ; - Nombre de logements subventionnés et l'adresse de l'opération ; - Montant sollicité et nature du versement (solde ou acompte). |
| Communication | <ul style="list-style-type: none"> • Le bénéficiaire valorisera le soutien du Département dans toute communication relative aux opérations subventionnées (panneaux de chantier, dossier de presse, etc.) en utilisant le logo et la charte graphique du Département. |

◆ **Fiche aide – 1.5** Soutenir les opérations destinées aux publics cibles du Département

| | | |
|---|---|---|
|  | Thématique PDH axe n°2 | 2 - Mieux répondre aux besoins des publics cibles |
| | Fiche action | Soutien aux PLAI-Adaptés |
| Objectifs | Favoriser l'accès et le maintien dans le logement des ménages les plus fragiles | |
| Bénéficiaire | Partenord Habitat | |
| Conditions d'attribution de l'aide départementale | <ul style="list-style-type: none"> • L'aide départementale s'adresse aux opérations en PLAI-Adaptés. • Les opérations financées doivent être inscrites dans le cadre d'une programmation présentée par Partenord Habitat au Département du Nord et répondre aux enjeux/orientations du Plan Départemental de l'Habitat (PDH) et du PDALHPD. • L'ensemble du territoire départemental est éligible. • L'opération doit respecter les normes édictées par la Réglementation Environnementale RE2020. • L'aide départementale est complémentaire aux financements de l'Etat ou à ceux d'autres financeurs. Le projet peut bénéficier d'un soutien de la part de la collectivité locale et/ou de l'intercommunalité. Les participations peuvent être directes (subvention) ou indirectes (cession du terrain, aménagements et réseaux, etc.). • L'aide départementale est cumulable avec l'aide « Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale PDALHPD-Offre nouvelle ». | |
| Montant de l'aide départementale | <p>Aide forfaitaire de 33 250 € par logement.</p> <p>L'aide 1.5 n'est pas cumulable avec les autres aides départementales.</p> <p>Les subventions du Département seront activées à partir du moment où Partenord Habitat mobilise à minima 10% de fonds propres dans le financement de l'opération.</p> | |
| Composition du dossier | <p>Dépôt du dossier complet pour engagement de la subvention :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Lettre de demande de subvention du maître d'ouvrage au Département du Nord. • Fiche descriptive de l'opération : caractéristiques techniques de l'opération, un plan de situation et des visuels, cohérence des produits avec l'étude des besoins, présentation des typologies de logement, des modes de financement (PLAI, PLUS, PLS) et de l'adaptation au maintien à domicile. • Présentation de l'accompagnement social mis en place. • Décision de financement (agrément) de l'Etat ou du délégataire. • Plan de financement détaillé, daté et signé. • Echancier prévisionnel des demandes d'acompte et de solde de la subvention départementale. | |
| Recevabilité du dossier | <p>Le dossier complet sera envoyé au Département du Nord (en format courrier et/ou sous format dématérialisé).</p> <p>Le dossier sera examiné par les services instructeurs du Département avant engagement en réunion du Conseil départemental ou de la Commission permanente.</p> | |
| Modalités de versement de l'aide départementale | <ul style="list-style-type: none"> • 1^{er} acompte : 50 % de l'aide au démarrage des travaux sur présentation de l'ordre de service ou de l'acte notarié correspondant. | |

| | |
|--|--|
| | <ul style="list-style-type: none"> • Solde : 50 % de l'aide sur présentation d'un certificat de fin de travaux. |
| Composition du dossier pour paiement de la subvention | <p>Dépôt du dossier complet pour versement de l'acompte ou du solde :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Acte notarié ou ordre de service pour le 1er acompte et certificat d'achèvement des travaux pour le solde. • Courrier ou mail de demande de paiement contenant les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> - Date de la délibération d'octroi de la subvention ; - Montant global de la subvention ; - Dispositif concerné : aide 1.5 ; - Nombre de logements subventionnés et l'adresse de l'opération ; - Montant sollicité et nature du versement (solde ou acompte). |
| Communication | <ul style="list-style-type: none"> • Le bénéficiaire valorisera le soutien du Département dans toute communication relative aux opérations subventionnées (panneaux de chantier, dossier de presse, etc.) en utilisant le logo et la charte graphique du Département. |

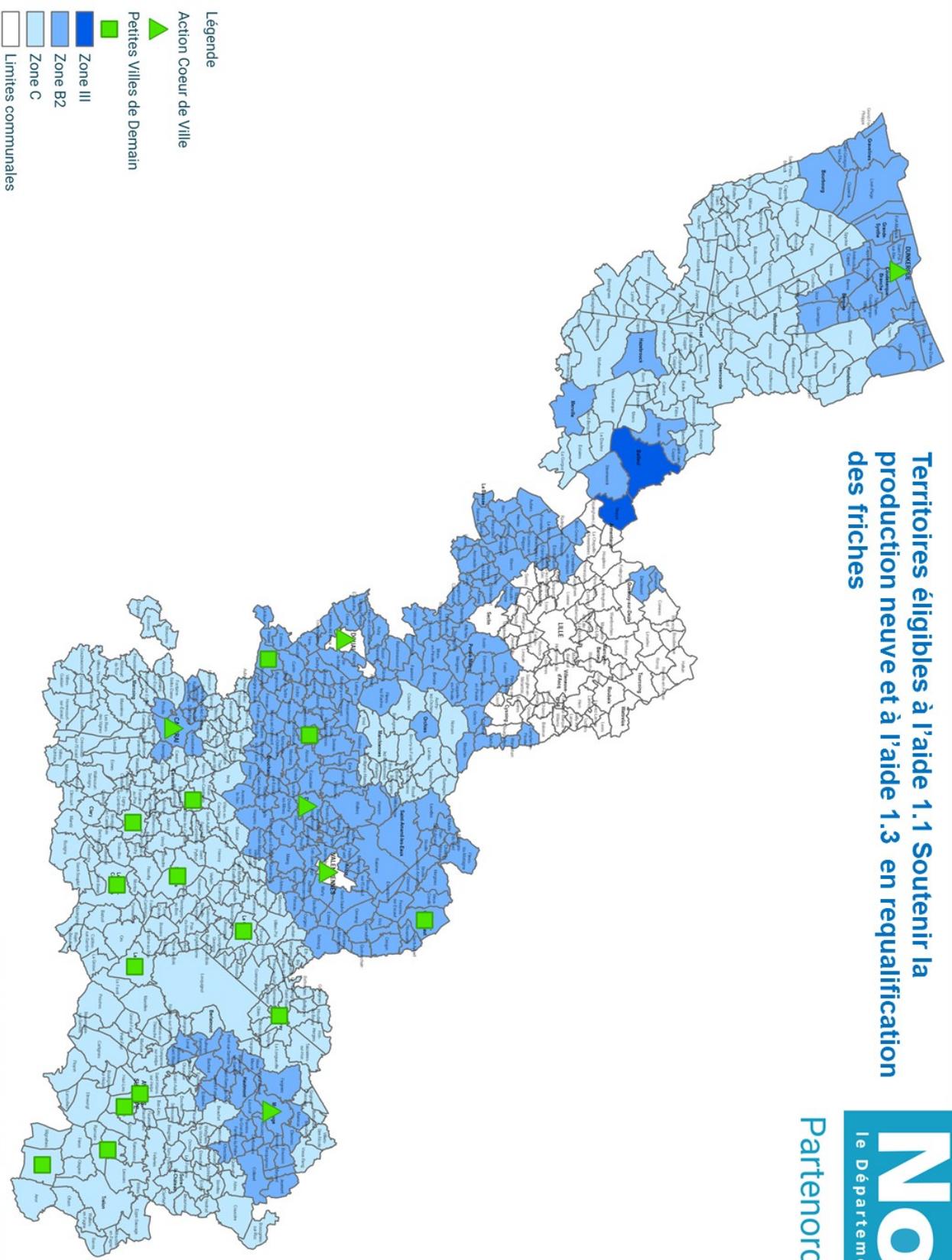
Annexe 2 – Détail de la procédure dédiée au relogement des jeunes

Les candidatures se font en principe dans le cadre du PDALHPD, selon le process détaillé ci-après.

- ↪ Le référent EVA (ou l'organisme à qui l'accompagnement a été délégué) accompagne le jeune majeur dans les démarches administratives permettant l'accès au parc social (Système National d'Enregistrement (SNE), PDALHPD, accès direct à Partenord, FSL, etc...).
- ↪ La fiche de candidature PDALHPD est transmise par les services du Département ou un partenaire au secrétariat du Comité Technique Territorial (CTT) du PDALHPD avec copie au chargé de mission logement. Parallèlement, le chargé de mission logement informe Partenord de la candidature à travailler.
- ↪ L'agence de Partenord Habitat organise les entretiens nécessaires avec le jeune. Le référent du jeune peut l'accompagner lors de ceux-ci. Les pièces justificatives sont fournies lors de l'entretien à l'agence et doivent être dans le SNE (en mettant à jour la Demande de Logement Social).
- ↪ L'agence de Partenord Habitat organise les entretiens nécessaires avec le jeune. Le référent du jeune peut l'accompagner lors de ceux-ci. Les pièces justificatives sont fournies lors de l'entretien à l'agence si elles ne sont pas mises sur le SNE (sinon renvoyer Partenord sur le SNE).
- ↪ Les agences de Partenord Habitat assurent un retour d'information sur les suites données (entretiens, rendez-vous non honorés, relances, etc.) au siège de l'Office, Direction du Développement Social. Les services de Partenord Habitat informent les chargés de mission logement de l'état d'avancement des demandes de logement.
- ↪ Partenord Habitat s'engage à proposer aux jeunes des logements en adéquation avec leurs demandes et leurs besoins (logement en bon état, loyer compatible avec les ressources et le projet du jeune, zone géographique, environnement du logement, transports en commun, mixité sociale, etc...).

Annexe 3 – Critères géographiques d'éligibilité : cartographie des communes éligibles

Territoires éligibles à l'aide 1.1 Soutenir la production neuve et à l'aide 1.3 en requalification des friches



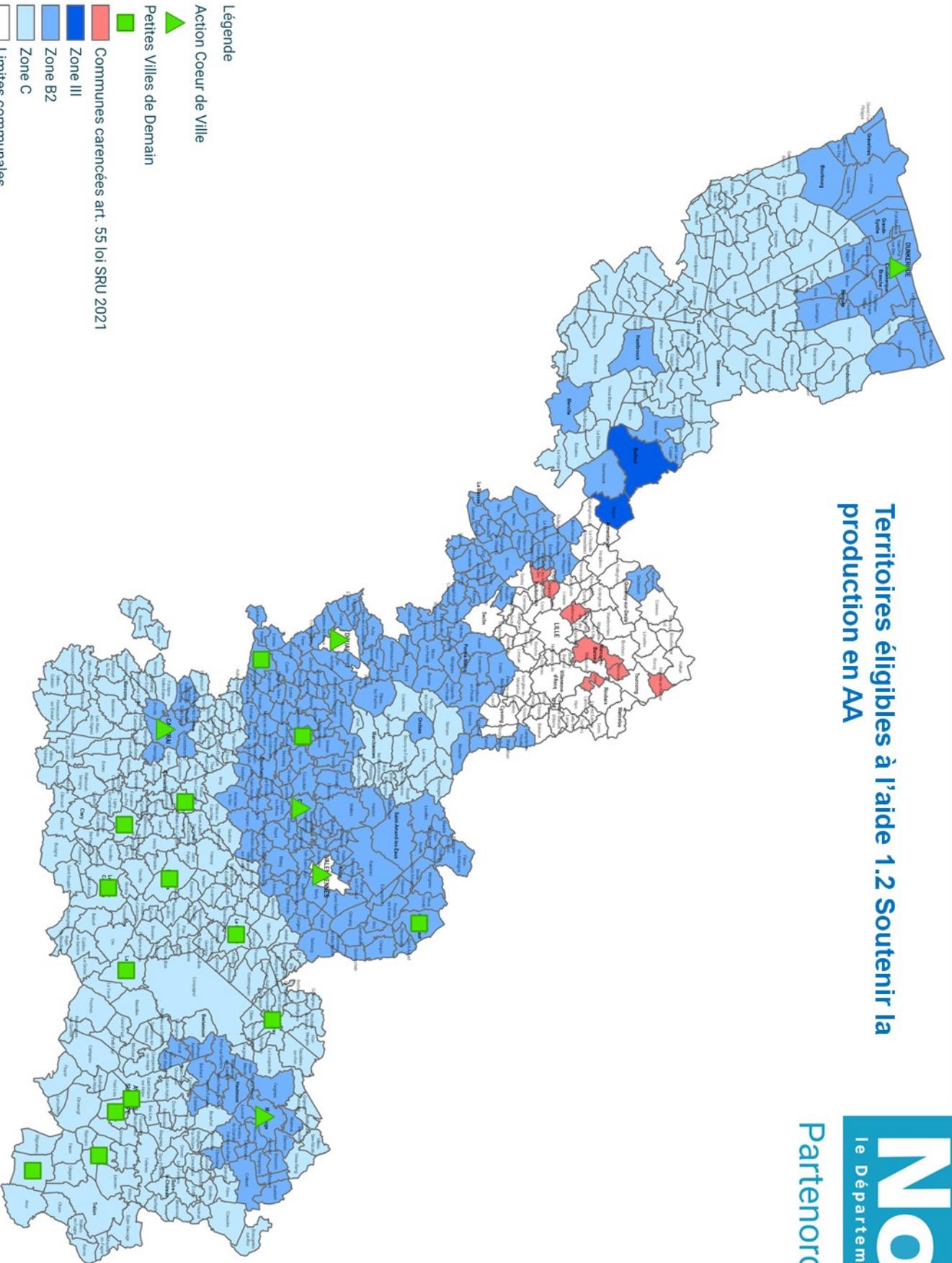
- Légende**
- ▲ Action Coeur de Ville
 - Petites Villes de Demain
 - Zone III
 - Zone B2
 - Zone C
 - Limites communales



Conception : Service Information Géographique et Cartographie (SIG) - Traitement : DGAST/SG / SIGC
Sources : Département du Nord
Edition : octobre 2022

Adresse d'archivage : N:\CARTOTHEQUE_IGC\Economie_urbanisme_demographie\Urbanisme_et_Logements\Dispositifs_Habitat_logement\Partenordhabitat\202210\Pr_Partendordhabita_criteres_Oct2022\Pr_Partendordhabitat_criteres_Oct2022.aprx

Territoires éligibles à l'aide 1.2 Soutenir la production en AA

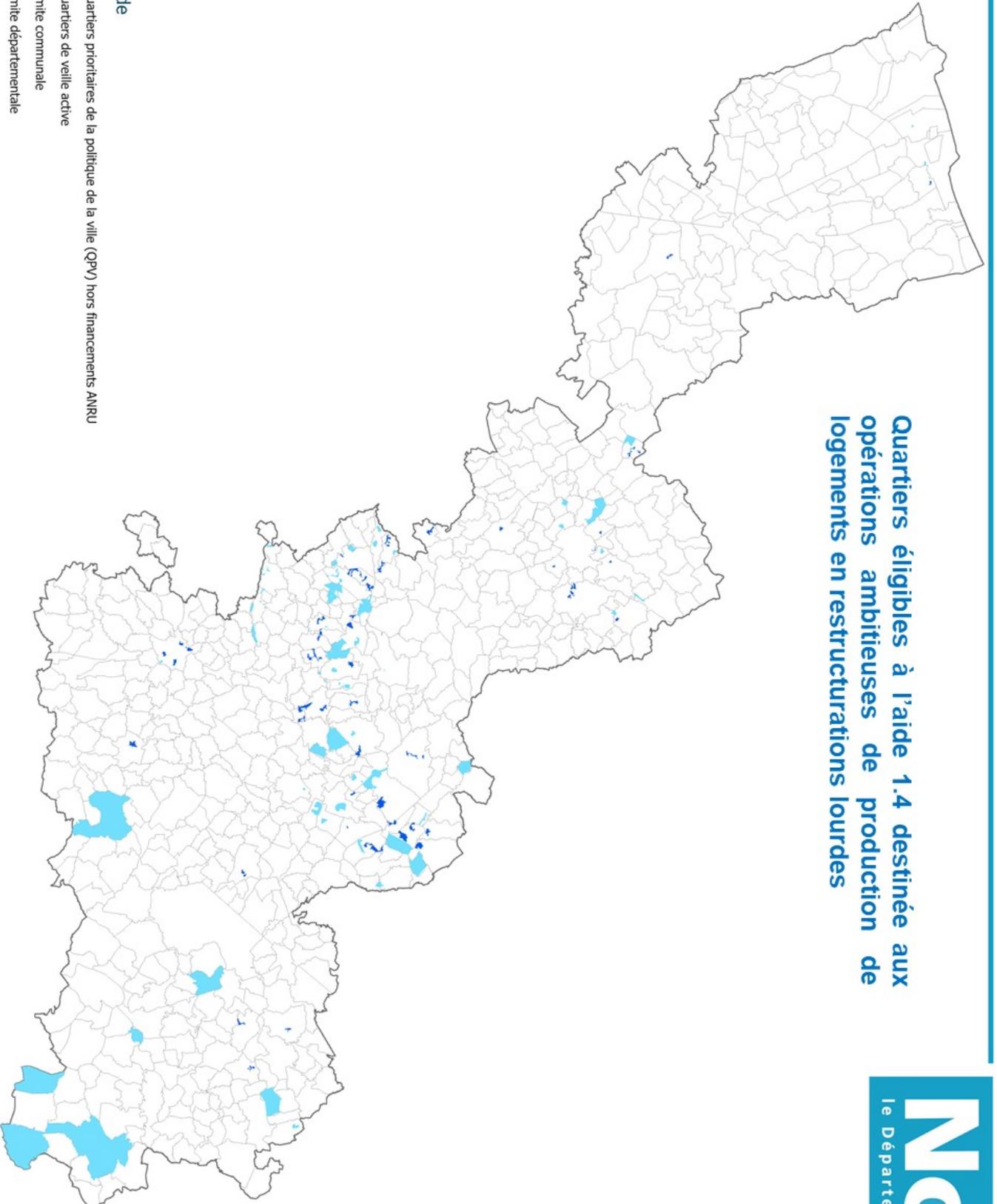


Conception : Service Information Géographique et Cartographie (SIGG) - Traitement : DGA/ST/SG / SIGC.
Sources : Département du Nord.
Edition : octobre 2022

Quartiers éligibles à l'aide 1.4 destinée aux opérations ambitieuses de production de logements en restructurations lourdes



- Légende**
- Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) hors financements ANRU
 - Quartiers de veille active
 - Limite communale
 - Limite départementale



Conception : Service Information Géographique et Cartographie (SIGC)
Traitement : DGAST/ SG / SIGC Sources : Département du Nord, ANCT (2019)
Edition : novembre 2022

Territoires éligibles à l'aide 1.5 Soutenir les opérations destinées aux publics cibles du Département



Légende
■ Limites communales



Conception : Service Information Géographique et Cartographie (SIGC) - Traitement : DGAST/SG / SIGC.
Sources : Département du Nord.
Edition : octobre 2022

Annexe 4 – Critères géographiques d'éligibilité : liste des communes éligibles aux aides 1.1, 1.2 et 1.3

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Éligibilité aides 1.1 et 1.3 | Éligibilité aide 1.2 |
|-------------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Abancourt | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Abscon | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Aibes | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Aix-en-Pévèle | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Allennes-les-Marais | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Amfroidret | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Anhiers | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Aniche | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Anneux | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Annœullin | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Anor | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Anzin | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Arleux | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Armbouts-Cappel | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Arnèke | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Artres | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Assevent | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Attiches | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Aubencheul-au-Bac | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Auberchicourt | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Aubers | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Aubigny-au-Bac | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Aubry-du-Hainaut | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Auby | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Auchy-lez-Orchies | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Audignies | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Aulnoye-Aymeries | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Aulnoy-lez-Valenciennes | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Avelin | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Avesnelles | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Avesnes-les-Aubert | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Avesnes-le-Sec | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Avesnes-sur-Helpe | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Awoingt | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Bachant | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Bachy | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Bailleul | B1 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Baives | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Bambecque | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|------------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Banteux | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bantigny | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bantouzelle | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bas-Lieu | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bauvin | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bavay | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bavinchove | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bazuel | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Beaucamps-Ligny | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Beaudignies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Beaufort | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Beaumont-en-Cambrésis | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Beaurain | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Beaurepaire-sur-Sambre | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Beaurieux | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Beauvois-en-Cambrésis | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bellaing | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bellignies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bérelles | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bergues | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Berlaimont | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bermerain | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bermeries | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bersée | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bersillies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Berthen | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bertry | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Béthencourt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bettignies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Betrechies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Beugnies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Beuvrages | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Beuvry-la-Forêt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bévillers | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bierne | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bissezele | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Blaringhem | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Blécourt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Boeschepe | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Boëseghem | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bois-Grenier | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|-------------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Bollezeele | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Borre | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bouchain | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Boulogne-sur-Helpe | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bourbourg | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Boursies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bousies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bousignies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bousignies-sur-Roc | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Boussières-en-Cambrésis | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Boussières-sur-Sambre | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Boussois | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bouvignies | C | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bray-Dunes | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Briastre | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Brillon | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Brouckerque | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Broxeele | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bruay-sur-l'Escaut | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bruille-lez-Marchiennes | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bruille-Saint-Amand | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Brunémont | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bry | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Bugnicourt | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Busigny | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Buysscheure | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Caëstre | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cagnoncles | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cambrai | B2 | 03 | Oui | Non | Eligible | Eligible |
| Camphin-en-Carembault | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Camphin-en-Pévèle | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cantaing-sur-Escaut | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cantin | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Capelle | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cappelle-Brouck | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cappelle-en-Pévèle | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cappelle-la-Grande | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Carnières | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Carnin | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|------------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Cartignies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cassel | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Catillon-sur-Sambre | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cattenières | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Caudry | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Caullery | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cauroir | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cerfontaine | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Château-l'Abbaye | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Chemy | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Choisies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Clairfayts | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Clary | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cobrieux | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Colleret | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Condé-sur-l'Escaut | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Coudekerque-Branche | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Courchelettes | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cousolre | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Coutiches | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Craywick | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Crespin | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Crèvecœur-sur-l'Escaut | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Crochte | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Croix | B1 | 02 | Non | Oui | Non éligible | Eligible |
| Croix-Caluyau | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cuincy | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Curgies | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Cuvillers | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Damousies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Dechy | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Dehéries | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Denain | B2 | 02 | Oui | Non | Eligible | Eligible |
| Deûlémont | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Dimechaux | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Dimont | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Doignies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Dompierre-sur-Helpe | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Don | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Douai | B1 | 02 | Oui | Non | Eligible | Eligible |
| Douchy-les-Mines | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|----------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Dourlers | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Drincham | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Dunkerque | B2 | 02 | Oui | Non | Eligible | Eligible |
| Ebblinghem | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Écaillon | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Eccles | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Éclaiques | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Écuélin | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Eecke | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Élesmes | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Élincourt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Émerchicourt | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Englefontaine | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ennetières-en-Weppes | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ennevelin | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Eppe-Sauvage | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Erchin | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Eringhem | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Erquinghem-le-Sec | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Erre | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Escarmain | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Escaudain | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Escaudœuvres | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Escautpont | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Escobecques | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Esnes | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Esquelbecq | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Esquerchin | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Estaires | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Estourmel | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Estrées | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Estreux | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Estrun | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Eswars | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Eth | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Étrœungt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Famars | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Faumont | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Féchain | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Feignies | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Felleries | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Fenain | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Férin | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|----------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Féron | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ferrière-la-Grande | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ferrière-la-Petite | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Flaumont-Waudrechies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Flers-en-Escrebieux | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Flesquières | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Flêtre | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Flines-lès-Mortagne | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Flines-lez-Raches | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Floursies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Floyon | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Fontaine-au-Bois | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Fontaine-au-Pire | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Fontaine-Notre-Dame | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Forest-en-Cambrésis | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Fourmies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Fournes-en-Weppes | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Frasnoy | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Fresnes-sur-Escaut | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Fressain | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Fressies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Fretin | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Fromelles | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Genech | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ghissignies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ghyvelde | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Glageon | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Godewaersvelde | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Gœulzin | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Gognies-Chaussée | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Gommegnies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Gondécourt | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Gonnelieu | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Gouzeaucourt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Grande-Synthe | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Grand-Fayt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Grand-Fort-Philippe | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Gravelines | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Guesnain | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Gussignies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|--------------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Hallennes-lez-Haubourdin | B1 | 02 | Non | Oui | Non éligible | Éligible |
| Hamel | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hantay | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hardifort | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hargnies | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hasnon | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Haspres | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Haucourt-en-Cambrésis | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Haulchin | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Haussey | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Haut-Lieu | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hautmont | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Haveluy | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Haverskerque | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Haynecourt | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hazebrouck | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hecq | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hélesmes | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hem-Lenglet | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hergnies | B2 | 02 | Non | Oui | Éligible | Éligible |
| Hérin | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Herlies | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Herrin | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Herzeele | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hestrud | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Holque | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hondeghem | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hondschoote | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hon-Hergies | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Honnechy | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Honnecourt-sur-Escaut | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hordain | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hornaing | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Houdain-lez-Bavay | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Houplin-Ancoisne | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Houtkerque | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Hoyville | B2 | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Illies | B2 | 02 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Inchy | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Iwuy | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |
| Jenlain | C | 03 | Non | Non | Éligible | Éligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|---------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Jeumont | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Jolimetz | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Killem | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| La Bassée | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| La Flamengrie | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| La Gorgue | C | 03 | Non | Oui | Eligible | Eligible |
| La Groise | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| La Longueville | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| La Neuville | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| La Sentinelle | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lallaing | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lambersart | A | 02 | Non | Oui | Non éligible | Eligible |
| Lambres-lez-Douai | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Landas | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Landrecies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Larouillies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lauwin-Planque | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Le Cateau-Cambrésis | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Le Douliou | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Le Favril | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Le Maisnil | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Le Quesnoy | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lecelles | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lécluse | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lederzeele | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ledringhem | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Leffrinckoucke | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Les Rues-des-Vignes | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lesdain | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Leval | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lewarde | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lez-Fontaine | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Liessies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lieu-Saint-Amand | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ligny-en-Cambrésis | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Limont-Fontaine | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Locquignol | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Loffre | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Looberghe | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Loon-Plage | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lourches | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|------------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Louvignies-Quesnoy | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Louvroil | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Lynde | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Maing | B2 | 02 | Non | Oui | Eligible | Eligible |
| Mairieux | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Malincourt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Marbaix | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Marchiennes | C | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Marcoing | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Marcq-en-Barœul | A | 02 | Non | Oui | Non éligible | Eligible |
| Marcq-en-Ostrevant | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Maresches | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Maretz | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Marly | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Maroilles | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Marpent | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Marquette-en-Ostrevant | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Marquillies | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Masnières | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Masny | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Mastaing | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Maubeuge | B2 | 02 | Oui | Non | Eligible | Eligible |
| Maulde | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Maurois | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Mazinghien | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Mecquignies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Merckeghem | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Mérignies | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Merris | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Merville | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Méteren | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Millam | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Millonfosse | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Mœuvres | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Monceau-Saint-Waast | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Monchaux-sur-Écaillon | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Moncheaux | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Monchecourt | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Mons-en-Pévèle | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|-----------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Montay | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Montigny-en-Cambrésis | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Montigny-en-Ostrevent | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Montrécourt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Morbecque | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Mortagne-du-Nord | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Mouchin | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Moustier-en-Fagne | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Mouvaux | B1 | 02 | Non | Oui | Non éligible | Eligible |
| Naves | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Neuf-Berquin | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Neuf-Mesnil | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Neuville-en-Avesnois | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Neuville-en-Ferrain | B1 | 02 | Non | Oui | Non éligible | Eligible |
| Neuville-Saint-Rémy | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Neuville-sur-Escout | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Neuvilly | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Nieppe | B1 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Niergnies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Nieurlet | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Nivelle | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Nomain | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Noordpeene | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Noyelles-sur-Escout | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Noyelles-sur-Sambre | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Noyelles-sur-Selle | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Obies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Obrechies | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ochtezeele | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Odomez | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ohain | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Oisy | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Onnaing | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Oost-Cappel | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Orchies | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ors | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Orsinval | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ostricourt | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Oudezeele | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|--------------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Oxelaëre | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Paillencourt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Pecquencourt | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Péronne-en-Mélantois | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Petite-Forêt | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Petit-Fayt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Phalempin | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Pitgam | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Poix-du-Nord | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Pommereuil | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Pont-à-Marcq | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Pont-sur-Sambre | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Potelle | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Pradelles | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Préseau | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Preux-au-Bois | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Preux-au-Sart | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Prisches | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Prouvy | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Proville | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Provin | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Quaëdypre | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Quarouble | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Quérénaing | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Quiévelon | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Quiévreachain | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Quiévy | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Râches | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Radinghem-en-Weppes | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Raillencourt-Sainte-Olle | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Raimbeaucourt | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rainsars | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Raismes | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ramillies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ramousies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Raucourt-au-Bois | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Recquignies | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rejet-de-Beaulieu | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Renescure | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Reumont | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rexpoëde | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|---------------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Ribécourt-la-Tour | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rieulay | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rieux-en-Cambrésis | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Robersart | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rœulx | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rombies-et-Marchipont | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Romerries | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Roost-Warendin | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rosult | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Roucourt | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rousies | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rouvignies | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rubrouck | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Ruesnes | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rumegies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Rumilly-en-Cambrésis | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sailly-lez-Cambrai | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sainghin-en-Weppes | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sains-du-Nord | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Amand-les-Eaux | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Aubert | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Aubin | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Aybert | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Benin | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sainte-Marie-Cappel | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Georges-sur-l'Aa | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Hilaire-lez-Cambrai | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Hilaire-sur-Helpe | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Jans-Cappel | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Martin-sur-Écaillon | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Momelin | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Pierre-Brouck | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Python | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Remy-Chaussée | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|--------------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Saint-Remy-du-Nord | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Saulve | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Souplet | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Sylvestre-Cappel | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Vaast-en-Cambrésis | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saint-Waast | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Salesches | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Salomé | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saméon | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sancourt | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sars-et-Rosières | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sars-Poteries | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sassegnies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saultain | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Saulzoir | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sebourg | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sémeries | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Semousies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sepmeries | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sequedin | B1 | 02 | Non | Oui | Non éligible | Eligible |
| Séranvillers-Forenville | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sercus | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sin-le-Noble | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Socx | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Solesmes | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Solre-le-Château | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Solrignes | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Somain | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Sommaing | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Spycker | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Staple | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Steenbecque | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Steene | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Steenvoorde | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Steenwerck | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Strazelee | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Taisnières-en-Thiérache | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Taisnières-sur-Hon | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|------------------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Templeuve-en-Pévèle | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Terdeghem | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Téteghem-Coudekerque-Village | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Thiant | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Thiennes | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Thivencelle | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Thumeries | B2 | 02 | Non | Oui | Eligible | Eligible |
| Thun-l'Évêque | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Thun-Saint-Amand | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Thun-Saint-Martin | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Tilloy-lez-Cambrai | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Tilloy-lez-Marchiennes | C | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Tourmignies | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Trélon | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Trith-Saint-Léger | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Troisvilles | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Uxem | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Valenciennes | B1 | 02 | Oui | Non | Eligible | Eligible |
| Vendegies-au-Bois | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Vendegies-sur-Écaillon | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Verchain-Maugré | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Vertain | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Vicq | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Viesly | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Vieux-Berquin | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Vieux-Condé | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Vieux-Mesnil | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Vieux-Reng | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Villereau | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Villers-au-Tertre | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Villers-en-Cauchies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Villers-Guislain | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Villers-Outréaux | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Villers-Plouich | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Villers-Pol | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Villers-Sire-Nicole | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Volckerinckhove | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Vred | C | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wahagnies | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |

| Nom de la commune | Zonage accession ABC | Zonage location 1/2/3 | ACV | Communes carencées art 55 loi SRU | Eligibilité aides 1.1 et 1.3 | Eligibilité aide 1.2 |
|------------------------|----------------------|-----------------------|-----|-----------------------------------|------------------------------|----------------------|
| Walincourt-Selvigny | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wallers | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wallers-en-Fagne | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wallon-Cappel | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wambaix | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wandignies-Hamage | C | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wannehain | B2 | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wargnies-le-Grand | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wargnies-le-Petit | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Warhem | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Warlaing | C | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Warneton | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wasnes-au-Bac | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Watten | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wattignies-la-Victoire | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wavrechain-sous-Denain | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wavrechain-sous-Faulx | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wavrin | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Waziers | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wemaers-Cappel | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| West-Cappel | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wicres | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wignehies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Willies | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Winnezeele | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wormhout | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wulverdinghe | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Wylder | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Zegerscappel | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Zermezeele | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Zuydcoote | B2 | 02 | Non | Non | Eligible | Eligible |
| Zuytpeene | C | 03 | Non | Non | Eligible | Eligible |

Annexe 5 – Critères géographiques d'éligibilité : liste des quartiers éligibles à l'aide 1.4

| Quartiers prioritaire de la politique de la ville (QPV) hors financements ANRU (NPNRU, PNRU, PNRQAD) éligibles à l'aide 1.4 | Communes concernées |
|--|---|
| Quartier Prioritaire d'Aniche | Aniche, Auberchicourt |
| Verrerie - Square République | Anzin |
| Bizet - Briquetterie | Armentières |
| Attargette - Chanzy | Armentières |
| Auby Centre | Auby |
| Vieux Centre Ville Saint Géry | Cambrai |
| Quartier Saint Roch | Cambrai |
| Quartier Amérique | Cambrai |
| Résidence D'Esnes | Cambrai |
| Centre Ville - Gambetta | Caudry |
| Centre Ville | Condé-sur-l'Escaut |
| Petit Steendam | Coudekerque-Branche |
| Résidence Gayant | Douai |
| Frais Marais | Douai, Waziers |
| Quartier Prioritaire D'Auberchicourt Et Ecaillon | Écaillon, Auberchicourt, Masny |
| Couture Savonnerie | Escaudain |
| Schneider | Escaudain, Louches, Roeulx |
| Brunehaut | Escautpont, Raismes, Bruay-sur-l'Escaut |
| Les Explorateurs - Place Du 8 Mai 1945 - Jean Jaurés - La Flamenne | Feignies |
| Quartier Du Village | Ferrière-la-Grande |
| Centre Ville | Fresnes-sur-Escaut |
| Le Trieu | Fresnes-sur-Escaut |
| Bois Du Quesnoy | Hautmont |
| Résidences Pasteur Et Foch | Hazebrouck |
| Quartier Prioritaire De Hornaing | Hornaing |
| Pacot - Vandracq | Lambersart |
| Coeur D'Etoile | Le Quesnoy |
| Secteur Nord | Lille |
| Gambetta | Louches, Denain, Escaudain |
| La Briquetterie | Marcq-en-Baroeul |
| Quartier Prioritaire De Masny | Masny |
| Quartier Prioritaire De Montigny En Ostrevent | Montigny-en-Ostrevent |
| Quatre Chasses Poudrière Faiencerie | Onnaing, Vicq |
| Cité Des Bois | Ostricourt |
| Barrois | Pecquencourt, Montigny-en-Ostrevent |
| Sabatier | Raismes |
| Comtesse De Ségur | Ronchin |
| Asturies - Belleforières | Roost-Warendin, Auby |
| Nouveau Roubaix | Roubaix |

| | |
|--|------------------------------|
| Collinière | Saint-Amand-les-Eaux |
| Elnon | Saint-Amand-les-Eaux |
| La Pépinière | Saint-Saulve |
| La Mouchonnière | Seclin |
| Quartier Prioritaire De Somain | Somain |
| Cité Le Jard | Vieux-Condé |
| Pont de Bois | Villeneuve-d'Ascq |
| Résidence-Poste-Terroir | Villeneuve-d'Ascq |
| Résidence | Villeneuve-d'Ascq |
| Arenberg | Wallers, Bellaing, Raismes |
| Haut Terroir - Le Vivier | Waziers |
| Notre Dame - La Clochette - Le Bivouac | Waziers, Douai, Sin-le-Noble |

| Quartier de Veille Active éligibles à l'aide 1.4 | Communes concernées |
|---|----------------------------|
| Anor (Commune) | Anor |
| Périmètre HLL | Arleux |
| Salengro | Armentières |
| Périmètre HLL | Aubigny-au-Bac |
| Bon Air | Auby |
| Aulnoye Aymeries (Commune) | Aulnoye-Aymeries |
| ZAC de l'Aérodrome | Aulnoy-lez-Valenciennes |
| Vieil Aulnoy | Aulnoy-lez-Valenciennes |
| Avesnes-sur-Helpes (Commune) | Avesnes-sur-Helpe |
| Bruille-lez-Marchiennes | Bruille-lez-Marchiennes |
| Périmètre HLL | Brunémont |
| Cité de Guise | Cambrai |
| Blanc Misseron (Extension ZUS) | Crespin |
| Vieux-Dechy/Centre Ville | Dechy |
| Longue Borne/Croix de Pierre | Dechy |
| Faubourg d'Esquerchin | Douai |
| Faubourg de Paris | Douai |
| Jeu de Mail (Extension ZUS) | Dunkerque |
| Périmètre HLL | Féchain |
| Cité Bois de Luyot | Fenain |
| Cité des Tilleuls | Fenain |
| Cité Agache | Fenain |
| Rond Point | Fenain |
| Le Villers | Flers-en-Escrebieux |
| La Voyette | Flers-en-Escrebieux |
| Centre-ville | Fresnes-sur-Escaut |
| Courghain Centre | Grande-Synthe |
| Cités Minières | Guesnain |
| Centre | Guesnain |
| Périmètre HLL | Hamel |
| Quartier du Parc | Haubourdin |
| Quartier du Parc (Extension ZUS) | Haubourdin |

| | |
|--|------------------------|
| Haveluy (Commune) | Haveluy |
| Beaumont. | Hem |
| Roquelles | Jeumont |
| Gounod/Massenet | Jeumont |
| Berkem/Saint-Charles | La Madeleine |
| ZAC la Renaissance | Lallaing |
| Bois Duriez | Lallaing |
| Centre-ville | Lallaing |
| Cités Minières | Lallaing |
| Le Cateau-Cambrésis (Commune) | Le Cateau-Cambrésis |
| Périmètre HLL | Lécluse |
| Mitterie | Lille |
| Mont à Camp | Lille |
| Schuman | Loos |
| Cité Air et Lumière | Maing |
| Résidence de la Dordonne | Marchiennes |
| Les Florales | Marly |
| Pré de la Cuve | Masny |
| Cité Saint-Robert | Monchecourt |
| Mortagne du Nord (Commune) | Mortagne-du-Nord |
| Cité Kuhlmann | Odomez |
| La Cavée/Lallinvalle/Cité du Stade | Onnaing |
| Cité Nouvelle (Extension ZUS) | Pecquencourt |
| Cité des Bosquets | Petite-Forêt |
| Cité Duclos | Petite-Forêt |
| Blanc Misseron, Centre-ville (Extension ZUS) | Quiévrechain |
| Centre-ville | Raismes |
| Vicoigne | Raismes |
| Vicoigne/Centre-ville | Raismes |
| Centre-ville, Vicoigne | Raismes |
| Hameau de Rocq (Commune de Recquignies) | Recquignies |
| La Montée | Sin-le-Noble |
| Puits du Midi, Paul Foucaut | Sin-le-Noble |
| Les Epis (Extension ZUS) | Sin-le-Noble |
| Cité des Cheminots | Somain |
| Cité du Chauffour | Somain |
| Thivencelle (Commune) | Thivencelle |
| Blanc Seau | Tourcoing |
| Trelon (Commune) | Trélon |
| Centre-ville | Valenciennes |
| Wallers Centre | Wallers |
| Wavrechain-sous-Denain (Commune) | Wavrechain-sous-Denain |
| Wignehies (Commune) | Wignehies |

CONSEIL DEPARTEMENTAL
Réunion du 12 décembre 2022

OBJET : Politique de l'Habitat et du Logement : adoption de la convention de partenariat entre le Département du Nord et Partenord Habitat 2023 - 2028

Par délibération du 8 octobre 2018 (DSTDL/2018/186), le Conseil départemental a autorisé la signature de la convention de partenariat quadriennale 2018-2021 avec Partenord Habitat signée par les deux parties le 29 octobre 2018. La durée de la convention a été prolongée d'une année par délibération du Conseil départemental du 30 mai 2022 (DAT/2022/53). Afin de poursuivre le partenariat engagé avec son Office, le Département souhaite conclure une nouvelle convention reprenant et actualisant les orientations de cette collaboration en fonction du Plan Départemental de l'Habitat approuvé le 17 mai 2021 (DAT/2021/131).

1 - BILAN DE LA CONVENTION 2018-2022

La convention s'articule autour de deux axes principaux :

- axe 1 : « une mobilisation en soutien des solidarités territoriales » ;
- axe 2 : « des logements adaptés aux publics fragiles ou aux personnes en perte d'autonomie en appui des solidarités humaines ».

Un troisième axe porte sur la mise en œuvre et le suivi du partenariat.

L'axe 1 prévoit la participation du Département à diverses opérations d'investissement de Partenord Habitat, principalement de construction et de réhabilitation, pour un montant global de 19 012 000 € inscrits sous autorisation de programme.

L'enveloppe d'AP initiale et dédiée de 19 012 000 € a été intégralement engagée pour la réalisation de 119 opérations représentant 2 174 logements selon le détail suivant :

- 439 logements en offre nouvelle pour un montant engagé de 6 400 000 € (aides 1.1 et 1.2) ;
- 1 220 logements en réhabilitation pour un montant engagé de 5 612 000 € (aide 1.3) ;
- 515 logements en soutien à l'attractivité de 30 villes moyennes et structurantes pour un montant engagé de 7 000 000 € (aide 1.4).

Pour assurer une période transitoire, la convention signée en 2018 a été prolongée d'un an par voie d'avenant jusqu'au 31 décembre 2022 et une enveloppe complémentaire de 2 772 000 € en autorisation de programme a été inscrite. La conjoncture liée à la crise sanitaire puis à la hausse des matériaux et de l'énergie n'a pas permis d'engager cette enveloppe sur les opérations prévues.

Dans son axe 2, la convention prévoit l'accès au logement des jeunes majeurs issus des dispositifs de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) dans le parc locatif social de l'office. Il s'agit de jeunes qui ont fait l'objet d'une mesure de protection administrative ou judiciaire pendant leur minorité jusqu'à 18 ans et qui entrent dans le dispositif EVA (Entrée dans la Vie Adulte) mis en place au Département du Nord.

Ce dispositif permet un accompagnement adapté aux besoins des jeunes pour leur permettre d'être autonomes après leur majorité. Il peut débiter pour des jeunes de 16 ans et se poursuivre jusqu'au 21 ans du jeune, selon les besoins.

De 2018 au 1^{er} septembre 2022, 210 jeunes majeurs ont été relogés par Partenord Habitat. Une procédure de rapprochement entre les Directions Territoriales de Prévention et d'Action Sociale (DTPAS) du Département et les Directions territoriales de Partenord Habitat a été mise en place qui permet de mieux articuler les besoins du Département et l'offre de logement que l'office peut mobiliser.

2 – LA NOUVELLE CONVENTION 2023-2028

Pour formaliser le partenariat entre le Département et son office, une nouvelle convention est proposée sur la période 2023-2028, avec une clause de revoyure à mi-parcours.

Cette nouvelle convention, sur une durée de 6 ans, permettra à Partenord Habitat de bénéficier d'un temps plus adapté à la construction sur le moyen terme.

La convention 2023-2028 s'organise autour de deux axes principaux, liés aux solidarités territoriales et humaines, chacun déclinant des interventions spécifiques pour soutenir le développement d'une offre de logements qualitative et diversifiée et pour favoriser l'accès ou le maintien dans le logement des publics fragiles. Le troisième axe porte sur la gouvernance, la mise en œuvre et le suivi du partenariat.

Différentes annexes détaillent les modalités d'octroi de versement de l'aide départementale ainsi que leur inscription au regard des thématiques du Plan Départemental de l'Habitat (PDH).

LES AXES DE LA NOUVELLE CONVENTION 2023-2028

Axe 1 « Développer l'offre de logements et leur qualité » : l'axe investissement

L'axe 1 prévoit la participation du Département à diverses opérations d'investissement de Partenord Habitat, sur l'offre nouvelle, l'acquisition-amélioration, la réhabilitation de friches ou de restructurations lourdes et le soutien à la production de logements avec accompagnement social renforcé.

Une enveloppe de 4 500 000 € par an, en engagement est prévue, soit un total de 27 000 000 € pour les 6 ans de mise en œuvre de la convention. La fongibilité des enveloppes d'autorisation de programme est totale sur toute la durée de convention.

1.1 Soutenir la production neuve

Objectif : Soutenir la production neuve de logements Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI), Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et Prêt Locatif Social (PLS), dans une logique d'aménagement et d'équité territoriale.

Aide forfaitaire par logement : 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS, 4 000 € en PLS.

1.2 Soutenir la production de logement en acquis-amélioré

Objectif : Soutenir la production de logements acquis-améliorés en PLAI, PLUS et PLS pour favoriser la rénovation du parc existant et répondre aux enjeux de sobriété foncière et de reconquête des centres urbains.

L'aide en acquis-amélioré permet de financer le bailleur qui fait l'acquisition d'un patrimoine et qui procède immédiatement à des travaux d'amélioration avant de leur donner un statut social.

Aide forfaitaire par logement : 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS, 4 000 € en PLS.

1.3 Soutenir les opérations ambitieuses de production de logements concernées par des requalifications de friches

Objectif : soutenir le recyclage de friches et favoriser la mise en œuvre du principe de zéro artificialisation nette.

Aide forfaitaire par logement : 37 500 € en PLAI, 27 000 € en PLUS, 6 000 € en PLS.

1.4 Soutenir les opérations ambitieuses de production de logements concernées par des restructurations lourdes hors ANRU

Objectif : soutenir les opérations de restructurations lourdes au sein de Quartiers Prioritaires de la Ville non éligibles aux aides de l'ANRU.

Aide forfaitaire par logement en production neuve et acquis-amélioré : 27 000 € en PLAI, 18 000 € en PLUS, 4 000 € en PLS.

Aide forfaitaire par logement en réhabilitation : 5 000 €.

1.5 Soutenir les opérations destinées aux publics cibles du Département

Objectif : soutenir la production de PLAI-Adaptés sur l'ensemble du Département.

Le PLAI-Adapté est un logement produit et destiné aux ménages les plus fragiles, avec bas niveau de quittance et la mise en place d'une gestion locative adaptée avec un accompagnement spécifique.

Aide forfaitaire par logement : 33 250 €.

1.6 Apporter sa garantie aux emprunts

Objectif : garantir les emprunts pour le financement des opérations de construction, d'acquisition, d'acquisition-amélioration et de réhabilitation de logements sociaux.

Axe 2 « Des logements adaptés aux publics fragiles en appui des solidarités humaines » : l'axe social

L'axe social de cette nouvelle convention 2023 – 2028 se trouve particulièrement renforcé, tant sur les publics ciblés que sur les actions de partenariat proposées.

2.1 Favoriser l'accès au logement des jeunes

La convention prévoit le renforcement du partenariat pour favoriser l'accès au logement des jeunes de 18 à 21 ans, ayant bénéficié d'une mesure ASE durant leur minorité et prêts à accéder à un logement social.

Objectif : 150 jeunes relogés par an dont les jeunes majeurs anciennement Mineurs Non Accompagnés.

Ce partenariat est élargi aux jeunes suivis par des coachs Initiative pour l'Emploi des Jeunes ou par les coachs emploi du Département.

2.2 Participer au développement de l'accueil familial en protection de l'enfance

Un nouveau partenariat est prévu avec Partenord afin de soutenir la politique départementale de développement de l'accueil familial. Les demandes d'agrément ou d'extension d'agrément des assistants familiaux seront centralisées et étudiées conjointement par les services de la Direction

Générale Adjointe Clients de Partenord Habitat et de la Direction Enfance Famille Jeunesse du Département.

2.3 Privilégier la vie à domicile en faisant du logement et de l'habitat des leviers pour l'autonomie des personnes âgées ou en situation de handicap

Les actions prévues concernent l'offre en établissements spécialisés et dans le diffus, avec un partage d'information renforcé, des actions de repérage ou de prévention et des expérimentations à mener en commun.

2.4 Renforcer le partenariat dans la lutte contre les violences intra familiales

Partenord Habitat favorise le relogement de victimes de violences intrafamiliales et l'éloignement des auteurs, sortant de maison d'éloignement repérés par le Département.

Axe 3 « Mise en œuvre et suivi du partenariat » : l'axe gouvernance

Un comité technique dédié à la mise en œuvre et au suivi du partenariat sur le logement des jeunes, l'accueil familial en protection de l'enfance et la lutte contre les violences intra familiales se réunit au minimum deux fois par an. Il est composé de représentants des services de Partenord Habitat et de ceux du Département du Nord identifiés au lancement de la convention.

Pour le relogement des jeunes majeurs, une réunion réunissant les directions territoriales de Partenord Habitat et les directions déléguées en territoire du Département avec les référents du PEFJ et du PASP est organisée au minimum une fois par an.

D'autres rencontres peuvent être envisagées en fonction des besoins identifiés et des sujets à partager.

Je propose au Conseil départemental :

- d'approuver la convention 2023-2028, entre le Département du Nord et Partenord Habitat selon le projet, joint en annexe 1 ;
- de m'autoriser à signer la convention et tous les actes afférents.

| CODE GRAND ANGLE | | ENGAGEMENTS | | |
|------------------|-----------|--------------|-----------------|--------------------------|
| OPERATION | ENVELOPPE | AUTORISES | DEJA CONTRACTES | PROPOSES DANS LE RAPPORT |
| 23006OP005 | 23006E19 | 27 000 000 € | 0 € | 0 € |

Christian POIRET
Président du Département du Nord